



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Octobre 2020

POLOGNE	1
HONGRIE.....	6
REPUBLIQUE TCHEQUE	9
LETTONIE.....	13
SLOVAQUIE	14
LITUANIE	19
ESTONIE.....	22

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,4 PLN

Nominations

- Le 21 octobre, Jerzy Kwieciński, président de la société PGNiG, a démissionné.
- Le ministre de l'infrastructure a nommé Stanisław Wojtera président de la société PPL (Aéroports Publics Polonais).

Climat/Environnement

- Le 22 octobre la Pologne a présenté la candidature de son Ministre du Climat et de l'Environnement Michał Kurtyka au poste de Secrétaire général de l'OCDE pour 2021 – 2026. Le processus de sélection du prochain Secrétaire général a débuté le 1^{er} novembre dernier et se terminera d'ici le 1^{er} mars 2021 au plus tard.
- Lors du Conseil Environnement du 23 octobre dernier la Pologne a présenté sa proposition de réforme du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE de l'UE). Dans le cadre de la révision à venir de la directive sur le SEQE, la Pologne propose de modifier, d'une part, la répartition des recettes des enchères, et d'autre part, d'augmenter le volume du fonds de modernisation ou de créer un nouvel instrument de solidarité :
 - changer la répartition des recettes d'enchères du SEQE, en se basant sur les émissions 2016–2018 des installations ne recevant pas de quotas gratuits (centrales électriques), tandis qu'actuellement, elle est basée principalement sur les émissions 2005-2007 du SEQE (électricité et industrie),
 - augmenter la taille du Fonds de Modernisation et/ou créer un Fonds de Solidarité Energétique, s'apparentant dans son usage au Fonds de Transition Juste (ce dernier d'étant pas mentionné dans le document présenté par la Pologne).

L'enjeu de la Pologne est de disposer de financements additionnels pour la transition écologique. Sa proposition serait favorable principalement aux pays à l'énergie fortement carbonée : Allemagne et Pologne.

**ENR**

- Le 3 novembre a eu lieu la première enchère ENR de cette année, destinée aux installations déjà existantes au biogaz agricole, y compris dans la cogénération à haut rendement, d'une puissance électrique installée dépassant 1 MW. 500 GWh d'énergie d'une valeur d'environ 324 M PLN ont été contractés, soit 20 % du soutien proposé dans le cadre de l'enchère. Le prix minimal s'élevait à 628 PLN/MWh et le prix maximal à 655 PLN/MWh.
- La société PGE Energie Renouvelable a mis en marche les centrales photovoltaïques PV Bliskowice, PV Lutol 1 et PV Lutol 2, d'une puissance de 1 MW chacune.
- A Biały Bór, dans la voïvodie de la Poméranie Occidentale, a commencé la construction d'une de plus grandes fermes éoliennes en Pologne, d'une puissance totale de 145 MW et d'une valeur d'environ 675 M PLN. La mise en exploitation est prévue pour le printemps 2022. Le ferme, composée de 42 éoliennes est réalisée par la société Biały Bór Ferme Eolienne, appartenant à l'investisseur espagnol, le groupe Uriel Inversiones.
- La société suédoise Vattenfall et le groupe chimique polonais Synthos ont signé un « memorandum of understanding » ayant pour objectif d'analyser les possibilités de coopération dans le secteur d'énergie éolienne off-shore en Pologne et dans les pays baltes.
- Le 29 octobre, les sociétés PKP Cargo et PKP Energetyka ont signé une lettre d'intention sur la coopération dans le développement de solutions les plus innovantes et efficaces permettant à PKP CARGO d'utiliser l'électricité provenant des ENR.

Energie**Politique énergétique**

- Le groupe PGE a adopté sa stratégie à l'horizon 2030 avec une perspective jusqu'à 2050. La société envisage entre autres la neutralité climatique à l'horizon 2050 et 50 % d'ENR dans son mix de production à l'horizon 2030. L'énergie éolienne on et off-shore, le photovoltaïque, l'infrastructure de réseau, le chauffage à faibles émissions et les services énergétiques constitueront les principales directions du développement du groupe. La société ne prévoit pas de nouveaux investissements dans les actifs charbonniers. Les décisions relatives à la construction de sources gazières seront prises en 2025 au plus tard. Dans les années 2021-2030, PGE prévoit des investissements à hauteur de 75 Md PLN (17 Md€), dont environ la moitié sera consacrée au développement des ENR. Veuillez trouver le lien vers la version anglaise de la stratégie : <https://www.gkpgge.pl/Investor-Relations/PGE-Group/pge-group-s-strategy>

Charbon

- Jastrzębska Spółka Węglowa (JSW) a adhéré à l'Alliance Européenne pour les Ressources Critiques (ERMA) qui réunit les sociétés liées à l'extraction et la livraison de ressources reconnues par l'UE comme stratégiques. JSW est le plus grand fabricant dans l'UE du coke qui fait partie de la liste de 30 ressources critiques, actualisée par la Commission Européenne début septembre. Après KGHM, c'est le deuxième adhérent polonais de l'Alliance.

Hydrogène

- Le Groupe Lotos (holding pétrolier polonais) et la ville de Rzeszów (voïvodie des Basses-Carpates) ont signé une lettre d'intention concernant la fourniture de l'hydrogène pour les bus que la ville envisage d'acheter dans un proche avenir. Jusqu'à présent Lotos a signé les lettres d'intention avec la ville de Gdańsk, de Wejherowo et de Tczew. De plus, le Groupe s'est engagé dans les travaux visant à créer la « Vallée Hydrogène de la Poméranie » dont l'objectif est d'introduire l'hydrogène dans le transport en bus, ferroviaire et maritime. Le Groupe est en train de finaliser la signature d'une lettre d'intention pour la coopération avec Autosan (fabricant polonais des autobus) qui travaille sur la production d'un bus à hydrogène. Pour rappel, Lotos réalise le projet « Pure H2 » qui prévoit la mise en place sur le terrain de la raffinerie d'une installation de purification et de la distribution de l'hydrogène et des deux points de ravitaillement en hydrogène (à Gdańsk et à Varsovie).
- La société polonaise Sescom, qui depuis plus de 10 ans travaille sur les technologies à hydrogène, a présenté son projet d' 'électrolyseur nommé 'HGaaS' qui devrait constituer une alternative à émission nulle pour, par exemple, le secteur de transports, permettant d'utiliser des surplus des ENR produites par exemple par photovoltaïque.
- La société énergétique Polenergia est devenue membre de l'organisation européenne European Clean Hydrogène Alliance, qui unit les sociétés intéressées par le développement des technologies hydrogène.



Nucléaire

- Le 9 octobre, le Conseil des Ministres a adopté la résolution sur l'actualisation de la Programmation nucléaire polonaise (PPEJ), soumise par le ministre du climat.
- Le 19 octobre, la Pologne et les Etats-Unis ont signé un accord intergouvernemental sur la coopération dans le développement du Programme Nucléaire Polonais et de l'industrie nucléaire civile en Pologne. Conformément au document, au cours des 18 prochains mois, la Pologne et les Etats-Unis prépareront conjointement un rapport avec les résultats des travaux préparatoires et des projets réalisés par les principales sociétés américaines du secteur de l'énergie nucléaire civile et avec la proposition d'une structure de financement du programme. Le rapport constituera une base pour le gouvernement polonais pour le choix d'un partenaire dans la réalisation du programme nucléaire polonais.
- La société Synthos Green Energy a entamé un dialogue réglementaire avec l'Agence Nationale Nucléaire (présentation d'une proposition du champ d'opinion générale sur les solutions organisationnelles et techniques d'un petit réacteur modulaire BWRX-300 de GE Hitachi Nuclear Energy, GEH, d'une puissance de 300 MWe à 870 MWt.). La proposition a été préparée en coopération avec le groupe finlandais Fortum Power and Heat Oy, le plus grand opérateur américain des centrales nucléaires, Exelon Génération et le fournisseur de la technologie, GEH. L'opinion générale que Synthos Green Energy va demander, constitue un premier pas de la procédure concernant la construction d'une centrale nucléaire en Pologne. Le groupe Synthos, appartenant à Michała Solowowa, a entamé les échanges avec GEH sur le réacteur BWRX-300 et la possibilité de construire en Pologne une centrale nucléaire dès le début 2019. Il s'agit de la première société privée au monde dans ce cas.

Électricité / Chaleur :

- La société PGE a obtenu le permis de construire pour deux blocs à cycle combiné d'une puissance totale de 1400 MW dans la centrale électrique Dolna Odra.
- Début novembre, Jacek Sasin, Ministre des actifs Publics a rencontré l'Ambassadeur de la Finlande. La vente des actifs de chauffage, considérée par la société finlandaise Fortum, était un des sujets des échanges. Fin octobre, le consortium des sociétés PGE, PGNiG, PFR Investissement FIZ et IFM Investors a déposé une offre préliminaire d'achat des actifs de la société Fortum en Pologne, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.

Électromobilité

- Le ministère du Climat et de l'Environnement prépare un amendement de la loi sur l'électromobilité et les carburants alternatifs visant à développer la mobilité durable en Pologne. Les modifications prévoient entre autres :
 - la mise en place obligatoire des zones à très faibles émissions mobilité dans les villes de plus de 100 000 habitants,
 - la possibilité de la création des zones à très faibles émissions mobilité dans toutes les villes,
 - la préparation des mécanismes permettant la création des voies réservées aux véhicules électriques,
 - la préparation des règles facilitant l'installation des bornes de recharge dans les immeubles collectifs,
 - l'exonération de la taxation routière et environnementale des véhicules à faibles émissions d'une masse maximale autorisée dépassant 3,5 t.
 Le projet pourrait être adopté par le gouvernement au premier trimestre 2021.
- La Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) a lancé un appel d'offres pour la construction des bornes de recharge sur les autoroutes A1, A2 et A4 et sur les voies express S3, S7 et S8. La date limite de remise des offres a été fixée au 1^{er} février 2021.
- Fin septembre dernier, au sein du Ministère du Développement (actuellement Ministère du développement, du travail et des Technologies) a été mis en place un groupe interministériel chargé du développement de l'électromobilité. Parmi ses tâches figure le développement et l'augmentation d'utilisation de l'hydrogène dans les transports ainsi que le développement de la base productive du secteur automobile en Pologne.

Gaz et pétrole

- Les représentants du Ministre du Climat et de l'environnement et du secteur de biogaz et de bio méthane, y compris les sociétés PKN Orlen et PGNiG, ont signé une lettre d'intention sur le partenariat dans le développement du secteur de biogaz et de bio méthane.



- La société PGNiG a signé un contrat avec la société danoise Oersted pour l'achat de 6,4 Md m³ de gaz à partir de janvier 2023 jusqu'à octobre 2028
- Les présidents de 37 sociétés gazières polonaises et de 10 associations sectorielles ont lancé un appel à l'UE pour reconnaître le gaz en tant que combustible de transition important dans le processus de la transformation énergétique.
- La société PGNiG a demandé à Gazprom de renégocier les prix du gaz livré dans le cadre du contrat de Yamal conclu le 25 septembre 1996. Le contrat oblige la Pologne d'acheter au moins 8,7 Md m³ de gaz par an. Il est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2022.

Infrastructures de transport

- Le 3 novembre, le Conseil des Ministres a adopté le projet de la loi modifiant la loi sur le Fonds de Routes Locales, augmentant le Fonds Gouvernemental de Développement des Routes de 3 Md PLN (681 M€), à 39 Md PLN (9,06 Md€).
- La consultation publique du « Programme pour une Infrastructure Routière Sûre pour les années 2021-2024 » a été lancée. L'objectif principal du programme, dont la valeur s'élève à 2,5 Md PLN (568 M€) est d'augmenter la sécurité sur les routes nationales gérées par la Direction Générale de Routes Nationales et des autoroutes.
- Le 28 octobre, le Conseil de Ministres a adopté une résolution sur le programme pluriannuel : «Programme d'investissement de l'Aéroport Central. Etape I. 2020-2023». Les coûts totaux du financement de la première étape du projet de l'aéroport Central dans les années 2020-2023 ont été estimés à environ 12,8 Md PLN (2,9 Md EUR). Les investissements planifiés pour cette période seront financés principalement par l'émission des titres publics.
- L'aéroport Incheon de Seoul et l'aéroport Narita de Tokyo ont déposé leurs candidatures dans l'appel d'offres pour le conseiller stratégique du projet de l'Aéroport Central CPK.
- Les graphiques ci-dessous présentent le nombre de nouveaux postes de travail créés après la réalisation du projet d'Aéroport Central CPK (à gauche, en milliers) et sa contribution au PIB (à droite, en Mds PLN) à l'horizon 2040 selon le rapport de la société analytique Kearney.



Bâtiment/Logement

- Le 3 novembre, le gouvernement a adopté le projet loi préparé par le Ministère du développement, du Travail et de Technologie, qui permettra aux investisseurs d'obtenir de la part des communes des terrains provenant des Ressources Nationales Immobilières en retour de la construction d'appartements de location ou d'appartements pour les habitants de la commune.

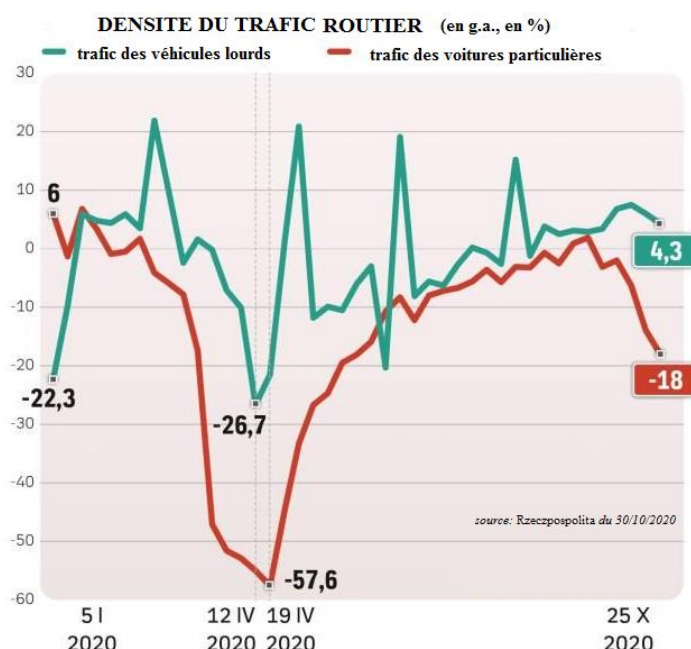
Transport

Routier

- La Pologne, la Lituanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et Malte ont introduit « tout récemment » des recours devant la Cour de Justice de l'UE au sujet du paquet mobilité, a informé le porte-parole de la CJUE. La liste des six Etats ayant introduit des recours pourrait encore s'allonger. Neuf Etats d'Europe centrale et orientale se sont opposés à cette réforme tout au long du processus législatif et continuent de

s'y opposer. Ils contestent en particulier les dispositions rendant obligatoire le retour du camion à l'Etat d'établissement, restreignant les opérations de cabotage et interdisant le repos hebdomadaire à bord du véhicule. Côté polonais, le recours a été porté par l'Association des Employeurs « Transports et Logistique » (TLP).

- Depuis juillet dernier, les transporteurs routiers polonais de marchandises notent le nombre de commandes proche à celui d'avant la pandémie, qui a notamment causé une hausse considérable de la demande de petits appareils électroménagers (le transport de ce type de marchandises vers la France a dernièrement doublé). De plus, on note l'augmentation du nombre de commandes dans le secteur des ventes en ligne. Les opérateurs signalent le manque notable de camions et de conducteurs. Actuellement, la préoccupation majeure des transporteurs polonais quant à leur avenir est liée au paquet « mobilité » et non à la pandémie.



- Début octobre, le ministre du Climat et de l'Environnement a officiellement annoncé la mise en place du Programme « Transport en commun vert » géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau dans le cadre duquel à partir du 4 janvier 2021 les villes pourront bénéficier d'un financement pour l'achat des bus écologiques et pour la construction ou la modernisation des infrastructures indispensables pour les véhicules de ce type. Le programme dont le budget s'élève à 1,3 Md PLN (0,3 Md€), répond à l'objectif de développement du transport commun zéro émission d'ici 2030 dans les villes polonaises de plus de 100 000 habitants, comme étant l'un des 3 piliers du projet du projet de la Politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040.

Programme "Transport en commun vert"

Bénéficiaires:
- opérateurs et entités chargées de l'organisation du transport en commun, y compris les collectivités locales

Budget et formes de subventions:
* subventions: 1, 1 Md PLN
* prêts: 0, 2 Md PLN

Subventions pour:

- * bus électriques
- * bus à hydrogène
- * trolleybus
- * infrastructures

Délais:

- appels à propositions: 2021 - 2023,
- signature des contrats: jusqu'en 2023,
- utilisation des fonds: jusqu'en 2025
(et jusqu'en 2035 en cas du leasing des bus)



- En octobre, Geodis, spécialiste mondial du transport et de la logistique, a conclu un accord avec le conseiller indépendant en matière de capital-investissement Innova Capital pour l'acquisition de Pekaes, un des principaux réseaux de transport LTL (*Less than truckload*) et FTL (*Full truckload*) pour le fret palettisé en Pologne. Créée en 1958, l'entreprise emploie environ 1 200 collaborateurs et compte 20 agences sur tout le territoire à partir desquelles elle pilote l'ensemble des flux nationaux et internationaux de ses 10 000 clients actifs. Cette opération permettrait au groupe de renforcer sa position dans cette région stratégique.

Aérien

- La compagnie aérienne LOT note une hausse considérable du transport des marchandises. Cet été le volume des marchandises transportées a augmenté de 35% en g.a. Début octobre dernier, LOT a réalisé un vol avec un transport record de 53 534 kg à bord d'un Boeing 787-9 Dreamliner en provenance de Delhi vers Varsovie. Pour rappel, en juillet dernier, LOT a été le premier opérateur aérien en Europe Centre-Est à avoir obtenu le certificat CEIV Pharma de l'Association internationale du transport aérien (IATA).

Destinations long-courriers de LOT Cargo	
Liaisons	Type de marchandise transportée
Varsovie-Chicago	machines, nourriture, composants automobiles
Varsovie-New York	composants automobiles et aériens
Varsovie-Toronto	animaux vivants, marchandises périssables
Varsovie-Delhi	composants automobiles, produits pharmaceutiques, produits en cuir
Varsovie-Séoul	produits pharmaceutiques et électroniques
Varsovie-Tokyo	composants automobiles et électroniques, pièces d'aéronefs
Varsovie-Colombo	thé, produits alimentaires
Budapest-Séoul	produits pharmaceutiques et électroniques
Varsovie- Tianjin	équipements médicaux, e-commerce, produits électroniques

source : Rzeczpospolita du 30/10/2020

HONGRIE

Fonds européens

- Le maire de Budapest et neuf de ses homologues hongrois ont signé une lettre ouverte à Vera Jourova, vice-présidente de la Commission européenne, et Katarina Barley, vice-présidente du Parlement européen, les appelant à transférer les fonds européens directement aux municipalités en contournant les gouvernements centraux. Le transfert direct des fonds est une demande de longue date de l'opposition hongroise, qui craint désormais que des sanctions européennes viennent réduire le montant des fonds alloués à la Hongrie,
- L'énergéticien public MVM a ouvert une ligne de crédit de 120 M€ auprès de la Banque européenne d'investissement pour financer la modernisation, la digitalisation et l'extension des capacités du réseau d'électricité du Sud-Est de la Hongrie. 600 transformateurs seront installés, des lignes à haute, moyenne ou basse tension, aériennes ou enterrées seront rénovées et un programme test de compteurs intelligents sera initié, avec l'installation de 210 000 compteurs de ce type dans les villes de Kiskunmajsa et Békéscsaba. Il s'agit du septième contrat entre MVM et la BEI depuis 1990, la BEI ayant jusqu'ici investi 1,3 Md€ dans le secteur de l'énergie hongrois.
- Le Conseil de l'Union européenne a approuvé le versement de 504 M€ à la Hongrie dans le cadre du programme SURE, finançant des dépenses supplémentaires induites par les mesures de soutien à l'emploi en Hongrie. La moitié du crédit sera déboursée en 2020, et l'autre moitié début 2021.
- Le ministère des Finances a accordé 6,8 M€ de fonds européens dédiés à la recherche à cinq entreprises hongroises : Budamobil Cargo a reçu 1,3 M€ pour le développement d'un logiciel de gestion des remorques de camions, Elektromont, 142 000 € pour l'amélioration de la sécurité incendie dans les véhicules de transport public ; Jet-Vill a reçu 153 000 € pour un projet visant à réduire la compensation des interrupteurs électriques ; 377 000 € ont été attribués à LHG pour améliorer la gestion de l'éthylène dans les entrepôts de fruits frais ; et enfin 1,4 M€ ont été versés à Piringer pour le développement d'un médicament permettant de remplacer certaines opérations en cas de blessures du cartilage.



Environnement

- Une nouvelle station d'épuration a été inaugurée à Kaposvar, chef-lieu du comitat de Somogy, dans le Sud-Ouest du pays. L'investissement de 6,7 Md HUF (18 M€) a permis de remplacer la centrale précédente, vieille de 40 ans et dont la technologie n'avait jamais été mise à jour. La nouvelle centrale pourra traiter les eaux usées des 140 000 personnes et entreprises de Kaposvar et de ses environs. Les boues d'épuration seront utilisées pour le chauffage de la station, et couvriront 40% de ses besoins en électricité.
- L'énergéticien Alteo a créé une division dédiée à la voiture électrique, du nom d'Alte-Go, qui installera et exploitera des stations de charge pour véhicules électriques pour les immeubles de bureaux, les parkings couverts et les usines. A moyen terme, elle pourrait également installer et exploiter des stations de charge dans l'espace public.
- Le ministre de l'Innovation et de la Technologie Laszlo Palkovics a fait part de la volonté de la Hongrie de compter parmi les premiers pays à rejoindre la coalition pour l'hydrogène prévue par la Commission européenne, après un entretien avec Frans Timmermans. La Hongrie y voit un moyen d'atteindre la neutralité carbone en développant ses capacités industrielles

Energie

ENR

- Le groupe hongrois Astrasun a inauguré un parc solaire d'une capacité de 1,5 MW dans le comitat de Somogy, dans le Sud-Ouest de la Hongrie. Le parc desservira près de 500 foyers de la région, et est situé sur le site d'une ancienne décharge. Jusqu'ici le groupe n'opérait que dans l'installation de panneaux solaires individuels pour les ménages.
- Le 04 octobre à midi, plus de 25 % de l'électricité produite en Hongrie a été issue de parcs solaires d'une capacité de plus de 50 kW, un nouveau record après les 22 % du 16 avril, selon les données de Mavir, le gestionnaire du réseau électrique hongrois. En incluant les imports, ceci représente 22,6 % de la consommation totale ce jour-là. Sur la journée, les parcs solaires ont représenté 7,3 % de la production totale.
- Audi a inauguré à Győr le plus grand parc solaire sur toit d'Europe : les 160 000m² du toit de son centre logistique sont recouverts de 36 000 panneaux solaires, qui devraient couvrir les besoins énergétiques annuels de près de 5 000 foyers. D'une capacité de 12 MW, le parc a été installé et sera opéré par l'énergéticien E.On.
- Le groupe énergétique MET, basé en Suisse, a ouvert un parc solaire d'une capacité de 43 MW à Kaba, dans l'Est de la Hongrie. Le parc produira de l'électricité pour 23 000 foyers. Le montant de l'investissement n'a pas été révélé, mais il a été financé par crédit bancaire.
- Alteo va fermer sa filiale allemande, qui avait été créée pour identifier des partenaires d'affaires dans ce pays. Les opportunités proposées par les dirigeants de la filiale n'ont pas été jugées suffisamment intéressantes par le Conseil d'administration, au sens où elles ne présentaient pas de possibilité de bénéfice nettement supérieur aux activités domestiques.

Gaz et électricité

- Les capacités de stockage de gaz hongroises sont remplies à leur pleine capacité, a annoncé le Secrétaire d'État en charge de l'Energie Péter Kaderjak, cumulant un total de 6,49 Md m³ de gaz, dont 1,45 Md de réserves stratégiques et 5,04 Md disponibles pour une consommation immédiate.
- MVM a signé une facilité de crédit de 100 M€ auprès de la Banque internationale d'Investissement pour financer le développement de ses infrastructures gazières en Hongrie. La facilité de crédit a une maturité de 15 ans, et permettra de rénover les 29 158 km de gazoducs opérés par MVM dans le pays, ainsi que l'installation de compteurs intelligents. Il s'agit du plus gros prêt de la BII dans son histoire récente.
- MVM a acheté la filiale hongroise, ainsi que ses filiales chinoises, à l'allemand Enxio. Enxio Hongrie a réalisé un bénéfice net de 1,5 M€ en 2019, en baisse par rapport aux 3,5 M€ de 2018, alors que son chiffre d'affaires était passé de 5,9 à 18 M€. Le rachat permet en outre à MVM de racheter le brevet du système Heller-Forgo, utilisé pour refroidir les centrales électriques, et qui avait été privatisé en 1993.
- Le Premier ministre hongrois Viktor Orban et son homologue slovène Janez Jansa ont posé la première pierre d'une nouvelle ligne électrique reliant les deux pays à Kidricevo, en Slovénie. Le projet était discuté depuis 20 ans, et les deux dirigeants ont convenu d'initier des études de faisabilité quant à l'interconnexion de leurs réseaux ferroviaires et gaziers. La nouvelle ligne électrique, longue de 80,5 km, comprendra 264 pylônes, fonctionnera en double circuit et aura une tension de 400 kV.



- La Commission européenne a validé l'acquisition par MVM des activités tchèques d'Innogy. MVM avait acquis ces activités en juin, dans le cadre plus large du rachat d'Innogy par E.ON, contraint de vendre certaines parties d'Innogy pour éviter des situations de positions dominantes. Innogy était actif sur les marchés tchèques de l'électricité et du gaz, et servait plus de 1,6 M de clients.
- Une fuite a été détectée dans le gazoduc HAG, qui relie la Hongrie à l'Autriche, dans les environs de Győr. En conséquence, le débit transitant par ce gazoduc a été fortement réduit, afin de permettre d'effectuer les travaux de réparation dans les meilleurs délais et conditions, et le gaz déjà réservé sera livré par d'autres routes.

Transports

Aérien

- Un consortium d'entreprises hongroises comprenant notamment le pétrolier MOL et le fond INdotek, proche du gouvernement, a fait connaître sa volonté d'acheter l'aéroport de Budapest à ses exploitants actuels, profitant de ses difficultés causées par la crise sanitaire et les restrictions à l'entrée sur le territoire imposées par le gouvernement. L'aéroport est actuellement opéré par l'entreprise allemande AviAlliance (55,44 %), le fonds souverain de Singapour GIC (23,33 %) et la Caisse de dépôt et placement du Québec (21,23 %). Sa valeur était estimée à 3 Md€ avant la crise sanitaire.

Routier

- Zoltan Pafféri a été nommé PDG de Volanbusz, la compagnie nationale de bus, par Robert Homolya, le PDG de la MAV – la SNCF hongroise – propriétaire é de Volanbusz depuis le 15 juin. M. Pafféri était jusqu'ici secrétaire d'État auprès du ministre en charge de la gestion des actifs publics. Il était également président du Conseil de surveillance de Volanbusz depuis 2018.

Urbain

- Une nouvelle ligne de train de banlieue, la ligne S76, a ouvert le 25 octobre, reliant Piliscsaba, au Nord-Ouest de la capitale, à la station Rakos les jours ouvrés, et à la gare d'Obuda les week-ends. Les trains opéreront toutes les demi-heures les jours ouvrés, et toutes les heures les week-ends.
- La section Sud de la ligne de métro 3, en rénovation depuis 2019, a été réouverte. Les métros circuleront de terminus à terminus jusqu'au 06 novembre, date à laquelle les quatre stations centrales seront à leur tour fermées pour une rénovation dont la fin est prévue en 2021. Les métros roulant jusqu'ici sur la ligne 3 utilisaient une technologie vieille de 45 ans, selon le directeur de l'agence des transports publics de Budapest Tibor Bolla.

Infrastructures

- Le Ministre des Affaires étrangères Peter Szijarto a rencontré le ministre slovaque des Transports Andrej Dolezal à Bratislava, en marge du sommet Globsec. Les deux ministres ont convenu de l'ouverture de six nouveaux points de passage frontaliers routiers d'ici 2023, et de la relance à moyen terme des lignes ferroviaires Győr-Bratislava, Szob-Sturovo, Komárom-Komárno et Salgotarjan aux localités avoisinantes.

Ferroviaire

- Les cabinets d'architectes Trenecon et Kontur ont remporté l'appel d'offres concernant l'attribution des études de faisabilité d'une ligne à grande vitesse reliant Budapest à Cluj-Napoca en Roumanie. Leur offre se montait à 750 M HUF (2 M€). Le gouvernement avait provisionné 1 Md HUF (2,7 M€) pour cette étude de faisabilité.
- Les travaux de la nouvelle ligne ferroviaire devant relier la future usine BMW de Debrecen au réseau déjà en place ont démarré. La ligne mesurera 11,6 km et son coût est estimé à 55 Md HUF (150 M€). Elle sera construite par V-Hid Eptö.

Urbain

- Quatre entreprises ont été invitées à soumettre des offres pour la rénovation du pont des Chaînes, monument emblématique de la capitale : Kozgep Eptö- es Femszerkezetgyarto, SDD Konzorcium (DOMPER, Subterra - Raab, Pannon-Doprastay) and STRABAG Altalanos Eptö. Les offres devaient être remises jusqu'au 28 octobre. BKK, le centre des transports publics budapestois en charge de la rénovation, espère signer le contrat avec le gagnant de l'appel d'offres en février 2021, afin que les travaux commencent en mars et soient terminés en 2023.



- L'agence nationale de développement des infrastructures NIF a publié un appel d'offre européen pour des études de faisabilité sur la rénovation des 15 km de voie rapide reliant Budapest à son aéroport. Les études devront comporter trois nouveaux ponts passant au-dessus d'une voie de chemin de fer. NIF n'a pas spécifié de prix cible, mais les soumissionnaires doivent avoir une référence de 900 M HUF dans les trois dernières années. Le prix et la qualité compteront chacun pour 50 % de l'évaluation, et les offres sont à soumettre avant le 16 novembre.

REPUBLIQUE TCHEQUE

Fonds européens

- Le rapport annuel de l'Office suprême des audits (NKÚ) sur l'utilisation des financements européens en RT cite quelques problèmes majeurs de la République tchèque : 1) la RT manque d'une vision claire de l'utilisation des financements, 2) il y a trop de bureaucratie pour les demandeurs de subventions, ce qui les décourage, 3) les grands entrepreneurs bénéficient aussi des subventions destinées aux PME. La République tchèque est bénéficiaire net du budget de l'UE et a touché un record de 150 Md CZK en 2015 et 809,2 Mds sur la période 2004-2019. La majeure part vient des fonds de cohésion, 83 Md CZK en 2019 soit 69,3 % du total. Au total, depuis l'adhésion, le solde net (positif) touché par CZ correspondrait à 14,3 % du PIB 2019.

Environnement

- Le gouvernement tchèque était initialement particulièrement réticent s'agissant d'un objectif ambitieux de réduction de 55 % des émissions CO₂ par rapport aux niveaux de 1990. Il avait rappelé que, pour la République tchèque, un objectif national de réduction de 55% des émissions n'était pas réaliste notamment dans un contexte de crise pandémique, tout en comprenant la nécessité de relever la cible en 2030 pour atteindre la neutralité carbone en 2050. A la veille du Conseil européen du 15-16 octobre 2020, le Premier ministre Andrej Babiš a indiqué que le gouvernement tchèque n'avait pas de problème avec le projet de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030, au lieu des 40 % envisagés précédemment. Il estime néanmoins qu'il doit s'agir là d'une moyenne pour l'ensemble de l'UE. La République tchèque souhaite qu'il soit tenu compte de ses spécificités nationales : une économie à haute intensité énergétique, avec une énergie encore fortement carbonée, où le PIB/habitant reste encore inférieur à la moyenne européenne. La sécheresse et le scolyte affectent négativement les forêts tchèques et la République tchèque ne peut pas compter sur son secteur LULUCF comme un puits de carbone. La République tchèque souhaite que les Etats membres restent libres de définir leur mix énergétique pour atteindre la neutralité carbone et met régulièrement en avant le principe de neutralité technologique. C'est un enjeu majeur pour elle dans la mesure où elle compte porter la part du nucléaire dans la production électrique de 35 % aujourd'hui à 50 % à horizon 2050. Par ailleurs, la République tchèque craint que la CE ne propose aussi de relever l'objectif d'énergies renouvelables pour atteindre l'objectif de neutralité carbone.
- La République tchèque ne satisfait toujours pas à l'exigence européenne d'économies d'énergie fixée pour les années 2014 à 2020, à 204,4 PJ d'économies d'énergie cumulées d'ici fin 2020. Pour la période 2014 à 2019, environ 98 PJ ont été économisés. Les économies d'énergie au cours de la période 2014-2020 devraient correspondre à une réduction annuelle de la consommation d'énergie finale de 1,5 %.

Déchets

- Le ministère de l'environnement a rappelé que, si un cas confirmé de coronavirus survient dans une famille ou qu'une mise en quarantaine est ordonnée, le tri des déchets doit être temporairement interrompu. Les déchets doivent être sécurisés correctement contre la propagation potentielle de la COVID-19 avant même les jeter dans le conteneur.

Energie

- Un groupe de 31 députés de l'opposition a appelé dans une lettre ouverte le gouvernement à exclure pour des raisons de sécurité les entreprises russes et chinoises de l'appel d'offres pour la construction de la nouvelle unité nucléaire de Dukovany. La lettre a été signée par des représentants de STAN, TOP 09, KDU-ČSL, ODS et Pirates. Parmi les signataires figurent l'ancien ministre des affaires étrangères Karel Schwarzenberg (TOP 09) ou le président du KDU-ČSL et ancien ministre de l'agriculture Marian Jurečka. Néanmoins, selon des sources de presse, Rosatom songerait à déplacer une de ses filiales à Prague ou à Vienne pour être plus près de l'appel d'offres. Rosatom ne veut pas confirmer cette information dans la



mesure où la société n'est pas sûre de pouvoir participer à l'appel d'offres, suite aux différentes mises en garde sécuritaires formulées à son encontre.

- Suite à la réunion de la « Commission charbon » (organe consultatif du gouvernement créé en juillet 2019) qui s'est tenue le 20 octobre, le ministre de l'industrie, du commerce et des transports, K. Havlíček, a reporté sa recommandation relative au calendrier de réduction puis de sortie du charbon à la prochaine réunion, prévue mi-novembre. Son objectif est de faire connaître ce calendrier avant la fin de cette année. Les scénarios actuellement envisagés pour la sortie du charbon portent sur les années 2033, 2038 ou 2043. Les organisations non gouvernementales Greenpeace et Rainbow Movement estiment que 2038 est une échéance trop tardive et font pression pour le démantèlement des centrales à charbon en République tchèque soit réalisé d'ici 2030. Selon elles, la centrale de Počerady devrait être démantelée en premier.
- CEZ s'apprête à fermer deux chaudières à charbon de la centrale de chauffage Dvůr Králové nad Labem dans la région de Trutnov et à les remplacer par deux chaudières à gaz et une à biomasse. CEZ prépare actuellement les documents pour un appel d'offres visant à choisir un fournisseur de chaudières neuves, pour un coût de plusieurs dizaines de millions de CZK.
- Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, approuvée en juin dernier, CEZ Energy Group a vendu la plupart de ses actifs roumains à la société Macquarie Infrastructure and Real Assets (MIRA), basée à Londres. Les deux groupes ont signé un accord ; la transaction doit encore être soumise à l'approbation de l'Autorité européenne de la concurrence et du Conseil de sécurité de l'État roumain. Le prix n'a pas été publié. Selon la porte-parole de CEZ, cette vente porte sur un total de sept entreprises. CEZ ne conservera en Roumanie que la société High-Tech Clima spécialisée dans les services énergétiques et la société commerciale CEZ Trade Romania.
- Le groupe énergétique hongrois MVM vient d'acquérir l'ensemble des activités du groupe énergétique Innogy en République tchèque. La transaction a été approuvée par la Commission européenne. Grâce à cette acquisition, MVM devient le leader de l'énergie en Europe centrale et orientale. Innogy ne possède pas de centrale en République tchèque ; les activités vendues sont en particulier la fourniture en électricité et en gaz à plus de 1,5 M de clients et le plus grand réseau de stations de remplissage de gaz naturel comprimé en République tchèque. Selon Innogy, rien ne change pour les clients : tous les contrats et prix du gaz naturel et de l'électricité continuent de s'appliquer.
- Le groupe Sev.en Energy du financier Pavel Tykač reprendra la centrale à charbon de Počerady (appartenant actuellement à CEZ) d'ici la fin de cette année. Il deviendra ainsi le nouveau propriétaire 4 ans plus tôt que prévu initialement (2024). Le prix initialement convenu de 2 Md CZK a toutefois été porté à 2,5 Md CZK. Les écologistes critiquent ce changement de propriétaire, car il signifierait la prolongation de la vie de la centrale.

Transports et Infrastructures

- Le ministère des transports a présenté au gouvernement un plan pour les services de transports publics pour les années 2020-2025 qui prévoit une coordination centralisée du transport public et le transfert de la coordination du transport ferroviaire régional, assurée à présent par les régions, vers l'Etat. Ce projet résulte d'un processus de plus en plus compliqué de planification du transport en République tchèque (960 autorités ordonnant le transport) et des problèmes d'interconnexions interrégionales. Le plan préconise également de donner à l'Etat la possibilité de conclure des services réguliers conventionnés de liaisons longue distance par autocars, actuellement assurés uniquement en régime commercial.
- D'après le projet de loi des finances 2021, le budget du Fonds de financement des infrastructures (SFDI) s'élèverait à 128,7 Md CZK (4,8 Md€), soit un montant historiquement le plus élevé. Une enveloppe de 61,6 Mds CZK serait attribuée à la direction des routes et des autoroutes, et une autre de 53,7 Md CZK au gestionnaire des infrastructures ferroviaires. Pour les deux ans à venir, le secteur des transports pourrait compter sur une nouvelle augmentation de plusieurs dizaines de milliards de couronnes selon les perspectives budgétaires (147 Md en 2022 et 169 Md en 2023).

Ferroviaire

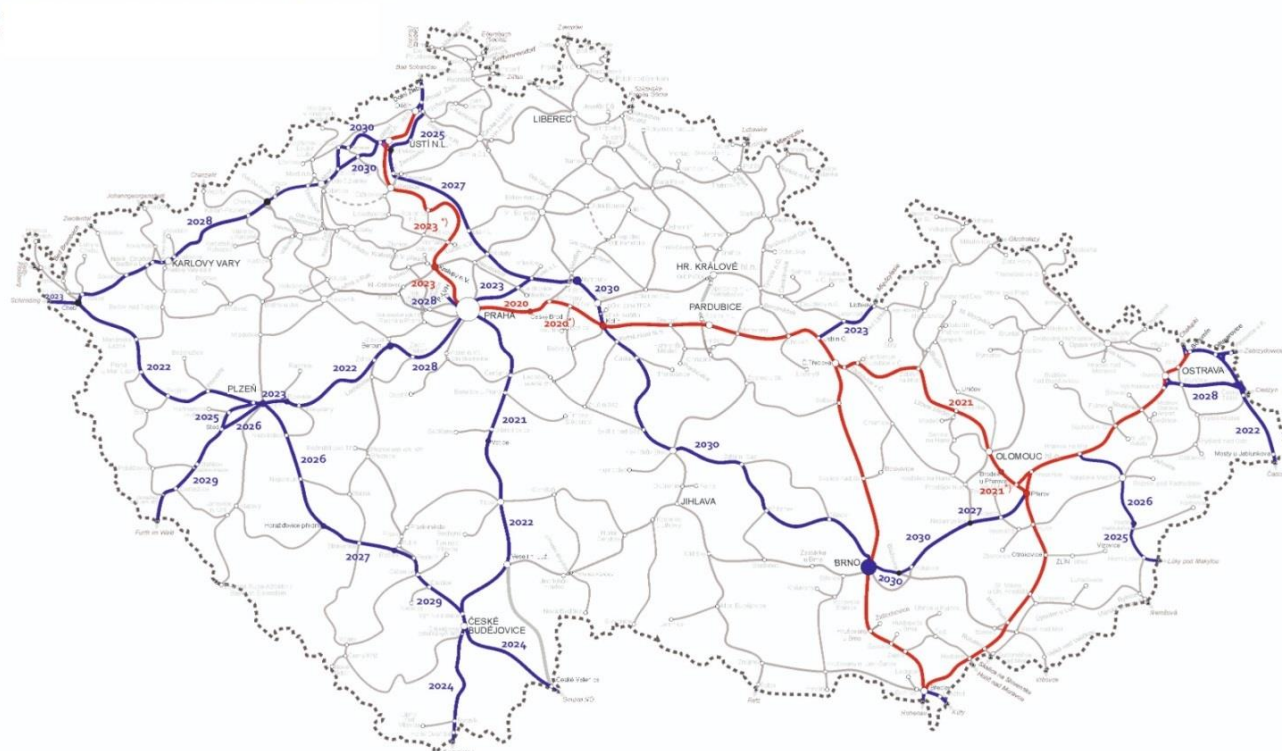
- La Commission européenne a communiqué ses griefs à l'opérateur national tchèque, České dráhy, pour pratiques présumées de prix prédateurs sur les services de transport ferroviaire de passagers exploités sur la ligne Prague-Ostrava entre 2011-2019. Les Chemins de fer tchèques (ČD) sont sur cette ligne en concurrence avec les opérateurs privés RegioJet et Léo Express et, selon la conclusion préliminaire de l'enquête menée par la CE depuis 2016, l'opérateur national aurait appliqué des prix inférieurs aux coûts d'exploitation du service dans le but d'entraver la concurrence. Le comportement de ČD, s'il se confirme, s'apparenterait à une pratique de prix prédateurs, qui constitue une infraction à l'article 102 du traité sur

le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). La communication des griefs ne préjuge pas de l'issue de l'enquête. Si la CE conclut qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour une infraction, ČD pourrait payer une amende pouvant aller jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires annuel global. Le ministre des transports, Karel Havlíček, estime que la situation est grave et demande une explication à la direction de ČD qui devra évaluer les allégations de la CE et préparer sa défense dans cette affaire.

- Dans le contexte de la baisse du nombre de passagers liée à la crise sanitaire, l'opérateur national ferroviaire, České dráhy, a entamé des négociations avec l'Etat et les régions pour renégocier les contrats conclus pour les services conventionnés, où le risque de faibles revenus est actuellement porté par l'opérateur. Celui-ci demande que dorénavant ce risque soit porté par les autorités commandant le transport. Dans la mesure où le gouvernement ne prévoit aucune compensation pour les transporteurs régionaux, les régions sollicitent une augmentation des subventions qui leur sont destinées.
- EGIS RAIL, en consortium avec Sudop Praha et Mott MacDonald, a gagné un appel d'offres sur la conception du premier projet pilote « Vallée de l'Elbe » entre Prague et Poříčany sur la future LGV Prague-Brno. Le contrat de 184,6 Md CZK porte sur l'élaboration des documents nécessaires pour la décision d'implantation de l'ouvrage et l'élaboration de la documentation pour l'évaluation de l'impact environnemental (EIA).
- Le ministère des transports a approuvé le plan de déploiement des équipements au sol du système de contrôle ETCS sur les corridors tchèques du réseau RTE-T central (soit 2 500 km) pour la période 2020-2030. En 2025, l'ETCS sera déployé sur le 1er corridor (Děčín-Břeclav) et le 2ème (Břeclav-Karviná) ; en 2026 sur le 4ème corridor (Prague – České Budějovice – Horní Dvořiště) et en 2027 sur le 3ème corridor (Prague – Pilsen – Cheb). A partir du 1er janvier 2025, les véhicules non équipés d'ETCS ne seront pas admis sur les lignes avec l'ETCS. Selon le plan financier annoncé, l'Etat investira jusqu'à 2040 environ 5 Md CZK par an dans la mise en place du système ETCS. Actuellement, seuls 460 km sur un total de 9 600 kms sont équipés avec le système ETCS.

PERSPECTIVES DE LA MISE EN OEUVRE D'ETCS SUR LE RESEAU RTE-T

 circulation des trains exclusivement sous régime ETCS en 2025
 circulation des trains exclusivement sous régime ETCS en 2030



verze 2020/10/08

- Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires SŽ a lancé un appel d'offres pour l'étude de faisabilité de la ligne à grande vitesse Prague – Hradec Králové – Wrocław. Le prix du marché est de 20 M CZK, soit 0,736 M€ et sa durée d'exécution est de 18 mois. Dans le cadre de cette étude, la vitesse optimale doit être, entre autres, définie. La longueur de la ligne serait de 160 kms et les coûts de construction sont

estimés entre 86 et 152 Md CZK. Les offres peuvent être soumises jusqu'au 4 décembre. La SŽ disposera en 2021 d'un budget de 300 M CZK pour la préparation des LGV en République tchèque, de 600 M CZK en 2022 et de 900 M CZK en 2023 à partir des ressources nationales. En 2025 (lancement des travaux de construction) la SŽ aura besoin de plus de 20 Md CZK par an pour la construction du réseau des LGV.

- L'opérateur ferroviaire national, Chemins de fer tchèques (ČD), a présenté son plan d'investissement pour les prochaines années qui prévoit des investissements de l'ordre de 10 Mds de CZK par an jusqu'en 2025 dans de nouveaux trains. Le renouvellement de la flotte doit s'accompagner d'une évolution du type de trains. Outre les locomotives électriques, l'opérateur devrait acheter également des trains électriques à batterie et des trains à hydrogène.
- La filiale allemande de Leo Express, opérateur privé tchèque, a arrêté ses opérations en Allemagne après que Flix Mobility a mis un terme au contrat d'exploitation des trains sur la ligne Berlin – Stuttgart. Elle est par conséquent en faillite. L'opérateur considère la rupture du contrat contraire à la loi. La circulation sur la ligne a été suspendue pour des raisons économiques par Flix Mobility en mars 2020 après le déclenchement de la crise Covid-19. Flix Mobility a rejeté à plusieurs reprises les demandes de reprise des opérations.

Aérien et spatial

- La compagnie aérienne Ryanair, l'actuel numéro 1 du trafic aérien tchèque par le nombre de vols, a annoncé une réduction de son programme des vols d'hiver en République tchèque. Les vols depuis les aéroports d'Ostrava et de Brno seront suspendus pour six mois et les liaisons depuis l'aéroport de Prague seront réduites de 30 à 10.
- Prévue pour 2021, la transformation de l'agence spatiale européenne, GSA, dédiée au système de navigation par satellites Galileo, en une Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, implique une croissance du nombre d'employés : jusqu'à 700 personnes pourraient y travailler à terme, contre 200 actuellement. Le programme Copernic, qui consiste à surveiller la planète sur des thématiques liées à l'environnement et à la sécurité, devrait aussi déménager à Prague dans le cadre de cet élargissement et de la concentration à Prague de la gestion de l'ensemble des programmes spatiaux de l'UE.

Routier

- La Commission européenne a décidé d'envoyer une lettre de mise en demeure à la République tchèque pour lui demander de transposer correctement dans sa législation nationale les normes minimales d'aptitude à la conduite, notamment en ce qui concerne les affections cardiovasculaires (la directive(UE) 2016/1106 qui modifie l'annexe III de la directive de l'UE sur le permis de conduire (directive 2006/126/CE) fixant les normes minimales concernant l'aptitude physique et mentale à la conduite d'un véhicule à moteur). Afin de tenir compte de l'évolution des connaissances scientifiques sur les pathologies qui affectent l'aptitude à la conduite, et en vue d'assurer une plus grande sécurité routière, la section consacrée aux maladies cardiovasculaires a été remplacée par des dispositions plus détaillées indiquant clairement les conditions auxquelles la conduite devrait être autorisée et les situations dans lesquelles le permis de conduire ne devrait pas être délivré ou renouvelé. Or la Commission considère que, dans sa transposition, la République tchèque décrit les maladies cardiovasculaires d'une manière trop générique pour apporter la sécurité et la clarté envisagées par la directive. Cet EM dispose à présent d'un délai de deux mois pour répondre aux préoccupations soulevées par la Commission ; à défaut, cette dernière pourrait décider d'adresser un avis motivé aux autorités tchèques.
- Le ministère des transports a soumis à la consultation interministérielle le projet d'arrêté établissant une nouvelle redevance imposée aux poids lourds sur la pollution sonore et atmosphérique causée par le trafic. Cette redevance constituera la troisième composante des péages, ensemble avec le nombre de kilomètres parcourus et la classe d'émission de véhicule. Introduite à partir du 1er janvier 2021, la redevance devrait rapporter à l'Etat environ 1,6 Md CZK par an.
- Afin de compenser les pertes subies lors de la crise Covid-19 printanière (mars-juin), le gouvernement a approuvé un nouveau programme d'aides aux opérateurs de transport non réguliers par bus, programme Covid BUS, doté d'un budget d'1 Md CZK. Le montant d'aide, calculé par siège et par jour, varierait d'après la classe d'émission des autocars.

Fluvial

- Le conseil des ministres a approuvé les préparatifs de la première partie du projet controversé de construction du canal Danube – Oder - Elbe. Les travaux sur le canal sur l'Oder entre Ostrava, troisième



plus grande ville tchèque, et le port de Kozle dans le sud de la Pologne devrait commencer en 2030, durer deux ans et coûter 15 Md CZK (570 M€) pour la partie tchèque, et 29 Md CZK pour la partie polonaise. Ce projet, qui bénéficie du soutien du président de la République tchèque, fait l'objet de très nombreuses critiques (environnementalistes, communes, régions, opposition) pour son caractère mégalomane (coût de 586 Md CZK pour l'intégralité du projet) et les effets néfastes et irréversibles sur l'environnement. Le projet de canal vise à développer le réseau fluvial européen et rendre le transport des marchandises vers la mer Baltique plus efficace. L'étude de faisabilité devrait être finalisée en 2023.

Urbain

- La société des transports en commun de Prague, DPP, a annoncé le prolongement de la ligne B du métro pragoise qui aura prochainement un nouveau terminus, Depo Zličín. Les travaux pour un total de 1,4 Md CZK devraient débuter en 2023 et prendre fin deux ans plus tard. Outre la station de métro (en surface), un parc relais d'une capacité de 600 places et deux hangars supplémentaires (nouvelles capacités de stationnement des rames) seront construits.
- L'Office de protection de la concurrence, UOHS, a ordonné à la société des transports en commun de la ville de Prague, DPP, de statuer à nouveau sur les objections exprimées par EUROVIA sur l'appel d'offres pour la construction de la première partie de la ligne D automatique du métro (10 Md CZK). Selon UOHS, DPP a violé la loi sur les marchés publics en omettant, dans sa réponse aux objections du plaignant, de commenter en détail et clairement tous les griefs d'Eurovia. La conclusion du contrat avec le gagnant de l'appel d'offres est donc à nouveau reportée. Dans son recours, Eurovia a avancé que le cahier des charges favorisait les sociétés Metrostav (sa filiale Subterra), Hochtief et Strabag qui avaient réussi à faire modifier le cahier des charges en y faisant intégrer la condition selon laquelle le candidat retenu doit avoir dans son équipe des dirigeants qui maîtrisent parfaitement la langue tchèque.
- La suspension de l'appel d'offres sur la construction de la première partie de la nouvelle ligne automatique du métro (ligne D), l'Office de protection de la concurrence a annulé également l'appel d'offres lancé par la société des transports en commun de la ville de Prague, DPP, portant sur la surveillance géotechnique lors de la construction de la nouvelle ligne de métro D pour 890 M CZK. Le motif d'annulation du marché est la mention par DPP du système satellitaire (images satellite TerraSAR-X) dans le cahier des charges.
- Suite aux dernières mesures sanitaires pour lutter contre la covid-19, le nombre de passagers dans les transports urbains à Prague a diminué d'environ 40% (métro -43%, bus -60%). Par conséquent, le service assuré par les transports en commun DPP a été réduit de 8% (prolongation du temps d'attente). Les entreprises de transports en commun d'autres grandes villes ont annoncé aussi une réduction considérable du trafic, en particulier le matin et le soir après 20h.

LETTONIE

Energie

- L'opérateur public de transport de l'énergie électrique, « Augstsprieguma Tīkls », prévoit d'investir 405 M€ en 2021-2030 dans le développement du réseau letton de transport d'électricité. Les dépenses les plus importantes sont liées à l'augmentation du débit du système de transport et au renforcement de la sécurité de l'approvisionnement électrique de la région balte, avec pour l'objectif la mise en œuvre du programme de synchronisation des Etats baltes avec l'Europe continentale en 2025. La première phase de la synchronisation implique l'augmentation de la capacité de deux lignes électriques existantes de Valmiera en Lettonie à Tartu et Tsirgulinia en Estonie. Le coût total de ce projet s'élève à 76 M€, dont 75 % sont cofinancés par l'instrument financier du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (Connecting Europe Facility).
- L'opérateur intégré de transport et de stockage de gaz naturel en Lettonie, AS Conexus Baltic Grid (Conexus), a signé un accord de coopération avec l'opérateur français de transport de gaz, GRTgaz SA. Dans le cadre de cet accord, GRTgaz apportera à Conexus son expertise dans le domaine de réalisation de différents projets et initiatives en matière de verdissement du gaz, comme injection de biogaz et d'hydrogène dans le réseau de gaz naturel, diminution de l'impact environnemental, l'intégrité des gazoducs, etc.

Infrastructures

- Dans le cadre du projet transfrontalier « EST-LAT Harbours », des travaux d'amélioration des infrastructures ont été réalisés dans 10 ports de plaisance lettons (Salacgrīva, Skulte, Rīga City Yacht Club, Jūrmala, Engure, Mērsrags, Roja, Ventspils, Pāvilosta et Liepāja). Il s'agit de l'amélioration de la



sécurité de la navigation, du renforcement des côtes et de l'équipement de nouveaux quais, de l'aménagement d'installations d'amarrage, ainsi que de services pour les opérateurs de voile, y compris la construction de nouveaux bâtiments de service dans certains ports.

- Le ministère des Transports a présenté son Plan stratégique de développement du secteur des transports pour les années 2020-2027. Le montant du financement nécessaire pour atteindre les objectifs définis par le plan représente 4,4 Md€. D'ici 2030, la Lettonie envisage de réduire les émissions de CO₂ du secteur des transports de 17%. Il est prévu de développer un réseau des bornes de recharge pour véhicules électriques sur tout le territoire letton, ainsi que de développer l'infrastructure et l'accès aux transports en commun, en mettant l'accent sur le développement de transport ferroviaire. En revanche, un soutien public pour l'achat d'un véhicule électrique n'est pas prévu, le ministère compte sur le financement du secteur privé (institution financière Altum, banques commerciales).
- L'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas » (EDZL), actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a lancé le 6 octobre 2020 un appel d'offres portant sur l'élaboration et la surveillance du projet de construction du terminal intermodal à Salaspils. Ce terminal de transbordement des marchandises Rail Baltica sera le principal centre de logistique des Etats baltes et permettra de traiter des marchandises arrivant par le réseau ferré à l'écartement russe et européen, ainsi que des marchandises arrivant par la route. Le délai de remise des offres est le 20 novembre 2020.
- Le Conseil de surveillance de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, a nommé le 15 octobre 2020 trois nouveaux membres du Conseil d'administration pour une période de trois ans. M. Agnis Driksna, qui a occupé le poste de directeur exécutif et de président du Conseil d'administration par intérim depuis décembre 2019, a reçu un mandat permanent et continuera à assumer le poste de dirigeant de RB Rail. M. Marc-Philippe El Beze, expert dans le domaine du transport ferroviaire grande vitesse, rejoindra le Conseil d'administration en tant que directeur technique à partir du 2 novembre 2020. Le poste de directeur financier a été confié à M. Priit Treial, un professionnel de gestion et développement des infrastructures, qui prendra ses fonctions le 3 janvier 2021.

Transport

- L'aéroport international de Riga a traité 1,8 M de passagers au cours de neuf premiers mois de 2020, ce qui représente une baisse de 69,9 % par rapport à la même période en 2019. En septembre, l'aéroport a accueilli 113 600 passagers, en baisse de presque 68% par rapport au mois d'août.

Régional

- L'entreprise lettone de production et de distribution d'énergie électrique Latvenergo (marque commerciale Elektrum), prévoit de développer des parcs solaires en Lituanie et en Estonie. Le parc photovoltaïque d'une capacité totale de 1,5 MW et d'une surface de plus de quatre hectares sera installé dans la région de Klaipėda. 4 410 panneaux solaires permettront d'alimenter en électricité environ 600 ménages. En Estonie, le parc solaire va s'implanter dans la municipalité de Marjamaa et 1000 panneaux solaires d'une capacité de 250 kW vont être installés d'ici le début 2021.

SLOVAQUIE

Energie

- Le président de l'Autorité de régulation, M. Andrej Juris, souhaite bientôt lancer le débat sur la dérégulation des prix de l'énergie en Slovaquie. Selon lui, les prix régulés n'ont plus de justification dans le cas des PME ou pour les consommateurs individuels ayant des compteurs intelligents. La législation actuelle définit en effet les ménages et petites entreprises pour lesquels les prix sont régulés comme des « consommateurs vulnérables ». M. Karol Galek, secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie chargé de l'énergie, souhaiterait s'attaquer à la pauvreté énergétique et diminuer les prix d'une façon systémique, transparente et sur le long terme pour les consommateurs.

Electricité

- Le ministère de l'Economie est bien conscient que les prix d'électricité s'appliquant à l'industrie sont supérieurs à la moyenne européenne. Cela réduit l'attractivité du pays et la compétitivité des industriels étrangers implantés en Slovaquie. C'est la raison pour laquelle le ministère a commencé l'année dernière à introduire un système de compensation financière à certaines entreprises. Les industriels à forte intensité énergétique peuvent profiter d'une baisse de la redevance obligatoire aux énergies renouvelables payée par tous consommateurs. Sont concernés tous les industriels dont la consommation d'électricité est au minimum de 1 GWh / an. Ils doivent par ailleurs appartenir aux secteurs prioritaires



tels que la métallurgie, la cimenterie, l'industrie chimique, l'industrie du papier, l'industrie du bois, le recyclage, etc. Après l'octroi d'une subvention de 40 M€ en 2019 à 76 sociétés (dont US Steel 12,4 M€, raffinerie Slovnaft du groupe hongrois Mol 6,9 M EUR, l'usine de la pâte à papier Mondi SCP 3,1 M€ etc.), le ministre de l'Economie, M. Richard Sulik, a annoncé que les autorités slovaques avaient approuvé un soutien en 2020 de 40 M EUR à 97 sociétés. On retrouve à la première position US Steel (11,5 M€) suivi par Slovnaft (6,3 M€), Mondi SCP (3,1 M€), le cimentier CRH Slovensko (2,3 M€), la société métallurgique slovaque Zeleziarne Podbrezova (2 M€), et Bekaert Slovakia (1,1 M€) etc.

Gaz

- Les pertes d'exploitation de la principale société de gaz SPP détenue depuis 2014 par l'Etat ont atteint 100 M€ en 2019. Ses filiales contrôlées par le groupe tchèque EPH (même si l'Etat slovaque en est l'actionnaire majoritaire) devraient en revanche rapporter à l'Etat des dividendes à hauteur de 80 M€ qui contribuera à la consolidation des finances publiques.
- L'Autorité de régulation a annoncé fin octobre la baisse considérable des prix du gaz qui s'appliqueront à partir de l'année prochaine. Cette baisse résulte de la détérioration de l'activité économique due à la pandémie, ce qui a pour conséquence une diminution de la demande énergétique. En 2021, les prix régulés pour les ménages et les petites entreprises devraient se contracter de 21 à 27 %. Les ménages qui utilisent le gaz pour le chauffage, pourront ainsi économiser 125 € l'année prochaine. Les nouveaux prix devraient se trouver dans une fourchette allant de 0,0175 € / kWh (hors TVA) pour une consommation inférieure à 2 138 kWh à 0,0258 € / kWh pour une consommation supérieure à 85 000 kWh.

Chaleur

- La Slovaquie a adopté dès 2014 une loi introduisant la nécessité d'obtenir l'accord du fournisseur de chaleur pour toute éventuelle déconnexion de son réseau. Ainsi, les ménages raccordés au réseau de chaleur doivent avoir l'aval de l'opérateur du dit réseau pour se déconnecter s'ils veulent changer d'opérateur ou simplement installer leur propre chaudière dans leur appartement/immeuble. Mais la loi a été attaquée devant la Cour constitutionnelle, et les partis politiques actuellement au gouvernement, notamment le principal parti OLaNO et le SaS sont parmi les plus critiques vis-à-vis de la loi. Le ministre de l'Economie (SaS) et son secrétaire d'Etat Karol Galek restent persuadés que l'avis contraignant des fournisseurs de chaleur n'est pas conforme aux règles de la concurrence et envisagent ainsi d'amender cette loi pour transférer la nécessité d'obtenir l'accord non pas de la part des fournisseurs mais des municipalités qui seraient selon eux les mieux placées pour décider de façon indépendante de l'utilité de différents projets. Le ministère s'attend ainsi à une pression à la baisse sur les prix et non à une déconnexion de masse. Mais les fournisseurs de chaleur contestent cette tentative qui pourrait selon eux rendre le système actuel précaire. Ceux-ci, parmi lesquels on retrouve les groupes français Veolia et Engie, argumentent en faveur d'un réseau centralisé pour une plus grande efficacité du système de chauffage, des émissions inférieures et une moindre fragilisation des clients. Ces derniers pourraient voir leurs coûts augmenter à la suite d'une telle déconnexion étant donné que les coûts fixes seraient alors partagés par un nombre inférieur de ménages. Aujourd'hui, pour mémoire, le gaz est le combustible de chauffage le plus utilisé (la part de 50,6 %), suivi par la biomasse (18,8 %), le charbon (18,3 %), l'huile (9,8 %) et le biogaz (2,6 %). Le prix moyen de la chaleur était de 0,0824 € / kWh en 2019 (hors TVA).

Nucléaire

- La société publique JAVYS, chargée de la gestion des déchets nucléaires et du démantèlement des centrales, se trouve au centre d'une polémique concernant ses activités internationales de traitement de déchets nucléaires en provenance d'autres pays. C'est précisément le contrat avec la société publique italienne SOGIN qui se trouve au centre de cette polémique. Le contrat avec la société italienne SOGIN est d'autant plus important qu'il s'agisse du premier grand contrat à l'international pour JAVYS. En 2015, JAVYS s'est engagé à incinérer d'ici la fin de l'année 2023 quelques 865 tonnes de déchets radioactifs issus de la centrale nucléaire italienne Caorso alors en démantèlement. Le montant du contrat est de 37 M€ dont 26 M€ reviennent à JAVYS et le reste à un autre partenaire italien. Le président de JAVYS évalue le profit escompté de ce contrat à 5-8 M€. A défaut de respect de ses engagements, JAVYS devra payer une amende de 10 M€. Jusqu'à présent, seules 103 tonnes ont été importées en Slovaquie pour traitement après l'autorisation délivrée en 2018 par l'Autorité de surveillance, et seules 79 t ont été déjà incinérées et réexportées en Italie. D'ici 2023, JAVYS doit donc incinérer approximativement 250 t / an. Or, ses capacités de traitement ne sont que de 130 t / an, capacités qui doivent en outre servir également au traitement des déchets radioactifs nationaux. JAVYS a donc décidé de construire de nouvelles capacités



de traitement plus performantes sur son nouveau site d'incinération et a d'ores et déjà investi 20 M€. Cependant, JAVYS a besoin de l'aval du ministère de l'Environnement qui n'est pas très favorable à ce projet et qui fait craindre à la société publique le paiement de l'amende prévue.

Les débats politiques font rage s'agissant de la construction de nouvelles capacités de traitement pour JAVYS et d'une éventuelle nouvelle loi interdisant le traitement des déchets radioactifs importés ; les positions sont divisées entre d'un côté le principal parti de la coalition OLaNO (qui contrôle le ministère de l'Environnement) soutenu par le parti Za ľudí, et de l'autre le parti SaS (qui contrôle le ministère de l'Economie chargé du secteur énergétique) soutenu par Sme rodina dont son président a avoué avoir récemment changé de position. En effet, la contribution économique du traitement des déchets nucléaires en provenance des pays tiers (qui sont de toute façon réexportés dans le pays d'origine) est un élément important surtout en cette période de crise économique.

- Selon M. Karol Galek, secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie chargé de l'énergie, le combustible nucléaire pourrait être introduit dans le premier des deux blocs nucléaires en construction à Mochovce au premier trimestre 2021. Concernant le deuxième bloc, toujours d'après M. Galek, sa construction sera finalisée dans deux ans – et non un an comme initialement prévu – après la mise en fonctionnement du premier bloc. Il avoue que pour finaliser la construction, il faudrait trouver des ressources financières supplémentaires. Pour mémoire, les deux blocs nucléaires devaient être mis en fonctionnement en 2012-2013, le budget est passé de 2,8 Md€ à 5,7 Md€.

Energies renouvelables

- Mi-octobre, le secrétaire d'Etat à l'Economie chargé de l'énergie, M. Karol Galek, a déclaré que le ministère de l'Economie prévoyait de lancer avant la fin de l'année les enchères pour l'octroi de subventions aux énergies vertes. Ces enchères ont été préparées par le gouvernement sortant mais le gouvernement actuel les a suspendus pendant la première vague de la pandémie de Covid. Elles seront reprises intégralement, à l'exception du seuil de puissance totale concernée qui devrait passer de 30 MW à 50 MW (plus de 5 % de la puissance installée totale des énergies renouvelables). Les enchères concerneront les centrales solaires, les éoliennes, les centrales à biomasse, à biogaz, les centrales hydrauliques, géothermiques etc. Pour les centrales solaires en particulier, les puissances installées autorisées seront de 100 kW à 2 MW par installation mais ne pourront pas être construites sur les terres agricoles. Pour les autres installations, les puissances installées autorisées seront de 500 kW à 10 MW. La mise à prix est de 85 € / MWh pour les centrales solaires et éoliennes et de 107 € / MWh pour les autres. Pour mémoire, le prix sur le marché est approximativement de 50 € / MWh. La différence entre la mise à prix et le prix de marché sera couverte par la subvention publique. Le soutien s'appliquera pendant la période de 15 ans.

Transports

Transport routier

- Le 16 septembre, le gouvernement slovaque a approuvé la liste de cent priorités routières. Cette liste résulte d'une coopération étroite, tant appréciée par les experts, entre le ministère des Transports et l'unité « Rapport coûts - prix » du ministère des Finances. Le ministre des Transports, M. Andrej Dolezal note à cet égard un changement d'état d'esprit au sein de son ministère : l'unité « Rapport coûts - prix » n'est plus considérée comme un adversaire mais comme un partenaire.

Les priorités ont été choisies à la base d'une série de critères objectifs et non politiques tels que (1) l'intensité du trafic (le trafic dépassant la capacité des routes, l'état d'urgence de certaines routes nationales demandant la reconstruction), (2) le caractère européen (pour refléter la carte des transits européens à construire avant 2030) et (3) la contribution socio-économique des routes (impact sur l'emploi dans la région). Il reste encore à rédiger le plan d'investissement routier doté d'un agenda plus précis et détaillé. Enfin, l'unité « Rapport coûts-prix » est en train de rédiger une « short list » de projets prioritaires dans les infrastructures ferroviaires. Le ministre des Transports a souligné que la première position sur la liste (contournement de Levice avec 33 000 habitants, 20^{ème} ville du pays) ne signifiait pas nécessairement la construction immédiate. En raison de l'état alarmant et de la surcapacité du réseau routier, les projets indispensables sont à hauteur de 4,5 Md€ (78 km de nouvelles routes, la reconstruction de 1 323 km de routes nationales en mauvais état et l'élargissement de 20 km d'autoroute D1 entre Senec et Trnava).

Parmi les neuf premiers autres projets prioritaires, on retrouve principalement les projets régionaux de routes surchargées dont les trois tronçons de l'autoroute D3 au nord du pays vers la Pologne, ou le dernier tronçon « Turany – Hubova » de l'autoroute D1 entre Bratislava (ouest) et Kosice (est) dont la



construction n'a pas encore commencé mais aussi les projets sur routes nationales comme les contournements de différentes municipalités.

Le groupe suivant des dix autres projets représente les routes qui font partie des corridors internationaux TEN-T. Parmi les mieux placés figurent les routes qui se situent au nord et à l'est du pays. Les infrastructures situées au sud se trouvent quant à elles en bas de la liste. Et la liste ne comprend pas la deuxième phase du contournement de Bratislava avec le tunnel sous les Petites Carpates en raison du besoin d'une étude plus élaborée (voir veille juillet-août 2020).

Le ministre a souligné le fait que cette liste de projets prioritaires rendra le travail plus efficace de la Société nationale des autoroutes qui avait dans le passé travaillé sur un nombre de projets routiers trop élevés ce qui avait finalement dilué sa performance. Selon Andrej Dolezal, le montant optimal de son budget pour le secteur routier pour 2021 devrait être de 1 Md€, à partir d'une combinaison de budget national et de fonds européens même s'il se montre assez pessimiste quant aux ressources du plan de relance pouvant être allouées aux infrastructures routières, la priorité étant de financer l'économie verte, c'est-à-dire plutôt les infrastructures ferroviaires. Mais le ministère essaiera de financer au minimum les contournements de certaines grandes municipalités qui se situent sur les routes nationales puisque, de son point de vue, il s'agit, dans ce cas-là, de projets verts. Cependant, le ministre attend encore l'avis de la Commission européenne sur ce dossier.

- Après les trains gratuits pour les étudiants et les retraités dès 2014, les autorités slovaques ont élargi la mesure également aux bus (transport régional mais aussi urbain). Le ministre des Transports ne prévoit toutefois pas de l'introduire en 2021 mais en 2022. Et les 70 M€ qui avaient été affectés pour cette mesure sur le budget de l'état seront finalement déployés dans le secteur ferroviaire. Pour le ministre, la subvention donnée au transport par bus est contraire à l'idée de réductions d'émissions.

Transport ferroviaire

- La société ferroviaire publique Zeleznicna spolocnost Slovensko (ZSSK) chargée du transport de passagers a publié le 16 octobre l'AO sur les locomotives et le matériel roulant. ZSSK envisage d'acheter neuf trains avec une option pour onze autres. La société planifie de financer cet AO sur fonds européens de la campagne 2014-2020, le projet doit donc être finalisé d'ici la fin 2023. Le délai pour livrer les trains est de 32 mois. Les sociétés intéressées peuvent répondre jusqu'au 18 décembre 2020 à cet AO dont la valeur estimée s'élève à 169,5 M€ hors TVA. L'AO concerne l'achat des unités électriques (3 kV DC, 25 kV, 50 Hz) selon le cahier des charges suivant : vitesse de 160 km/h, écartement des roues de 1 435 mm et capacité minimale de 300 places assises. Le système doit permettre la gestion couplée de plusieurs unités (au moins deux). Les unités seront utilisées pour le transport régional. Plusieurs critères seront évalués – ils sont précisés dans le cahier des charges.
<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:491561-2020:TEXT:FR:HTML&src=0&tabId=0>
- La mairie de Bratislava a lancé un AO sur le prolongement du tramway à Petržalka (quartier situé sur la rive droite de Danube). Les travaux devraient coûter 90 M EUR et être financés sur fonds européens. Les travaux doivent être finalisés d'ici décembre 2023. La mairie prévoit que la sélection de la société gagnante devrait être finalisée en septembre 2021. La construction devrait durer 27 mois. Le tronçon de 4,2 km comprendra 10 arrêts et traversera tout le quartier de Petržalka. Etant donné que les rails font partie de l'espace public, ils doivent remplir aussi des fonctions complémentaires et non seulement de transport. Ainsi, le projet intègre non seulement la construction de quatre ponts mais aussi l'aménagement d'espaces verts. La mairie prévoit le transport de 30 000 passagers par jour en 2030.

Transport aérien

- En 2019, les résultats de l'aéroport de Bratislava ont été catastrophiques. Les pertes ont atteint 4,3 M€. L'aéroport n'a pas réussi à baisser les pertes en 2018 s'élevant à 944 000 €. L'aéroport de Bratislava argumente tout d'abord par le maintien au sol des avions Boeing 737 Max. Après 4 années de croissance continue, le nombre de passagers en 2019 a ainsi connu une légère diminution de 0,1 % pour atteindre 2,29 M de passagers. Mais l'aéroport met aussi en exergue les changements de législation qui ont affecté négativement les coûts salariaux (hausse du salaire minimum ; rémunération du travail de nuit, pendant les WE et les jours fériés ; introduction des chèques vacances). 78 % des salariés travaillent en régime continu. Les coûts de fonctionnement ont ainsi augmenté de 8 %. L'année 2020 devrait s'avérer être encore plus compliqué pour Bratislava. Selon les prévisions actuelles, les recettes devraient baisser de 59 % par rapport aux prévisions initiales. Le gouvernement a d'ores et déjà injecté 4 M€ dans l'aéroport qui a reporté plusieurs investissements de modernisation à 2021.
Le deuxième aéroport du pays situé à Kosice (est), exploité par l'aéroport de Vienne depuis 2006 (l'aéroport de Vienne en contrôle 66 %) et impacté a priori par les mêmes problèmes, a réussi quant à lui



à finir l'année 2019 avec un profit de 2,6 M€ pour un CA de 12,5 M€ et un nombre de passagers à 558 064, en hausse de 3 % en glissement annuel.

Cela pose donc clairement la question de la gestion privée de l'aéroport de Bratislava : le processus de concession est pour l'instant suspendu mais le partenariat avec un acteur privé solide semble plus que jamais nécessaire.

Environnement

- Le 24 septembre, le parlement a amendé en procédure accélérée la loi sur les déchets. Les amendements adoptés règlent les relations entre les différentes parties prenantes dans le tri et le recyclage des déchets communaux (les fabricants de produits et d'emballages représentés par les organisations de la responsabilité des producteurs, les municipalités et les sociétés de tri). Le ministère prolonge par exemple les contrats jusqu'à deux ans pour que les organisations puissent planifier leurs dépenses et pour que les municipalités ne soient pas menacées par la résiliation des contrats tous les ans. Les amendements concernent également le système de consigne adopté en septembre 2019 pour les bouteilles PET et les canettes. Les députés ont ainsi réintroduit la date du 1^{er} janvier 2022 pour sa mise en vigueur, après avoir été reporté au 1^{er} janvier 2023 au moment de la crise au printemps, contre l'avis des producteurs et des magasins alimentaires.

Enfin, l'amendement du décret sur les taux minimum de recyclage par tonne pour les différents matériaux a été retiré par le ministre de l'Environnement Jan Budaj. Il s'agissait du point le plus faible du projet d'ensemble. Selon l'industrie agroalimentaire, l'introduction des taux proposés aurait fait augmenter les prix de certains produits alimentaires de 20 %. Le ministre lui-même a avoué devoir retravailler ce sujet afin de différencier davantage les taux pour les différents matériaux en vue de mieux refléter les coûts réels de recyclage pour des matériaux concrets.

- Pendant la réunion du Conseil environnement le 23 octobre, le ministre de l'Environnement Jan Budaj a déclaré que la Slovaquie était capable de réduire ses émissions de CO₂ de 55 % d'ici 2030. Pour lui, ce modèle est réaliste étant donné la période de neuf ans pour y parvenir. Selon lui, l'objectif de 55 % ne signifie pas que l'on ne doit pas aller plus loin en rappelant que le Fonds de relance constituait une vraie chance pour les Etats pollueurs. La Slovaquie revendiquera ainsi la mise en place de la taxe carbone aux frontières, l'application de la neutralité technologique et le droit au choix du mix énergétique pour parvenir aux objectifs, à savoir l'énergie nucléaire.
- Selon l'étude réalisée pour l'Alliance européenne pour la santé publique (<https://epha.org/wp-content/uploads/2020/10/final-health-costs-of-air-pollution-in-european-cities-and-the-linkage-with-transport.pdf>), qui a examiné la situation dans 432 villes européennes, les coûts de santé publique liés à la pollution (décès prématurés, traitement médical, jours de travail perdus et autres coûts) sont parmi les plus élevés en Europe à Bratislava. Avec de 2 168 € / habitant / année, Bratislava se classe à la cinquième position en Europe (221,6 M€ à Kosice et 106,2 M€ à Zilina). Ils représentent dans le pays 385 M€ par an en moyenne soit 1 276 € par résident/an.

Les ministères des Transports, de l'Economie et de l'Environnement préparent un large projet de loi relatif à la rénovation des maisons familiales et des bâtiments publics ainsi qu'à la revitalisation des zones délaissées. Il ne s'agit pas uniquement de l'isolation thermique mais aussi d'une véritable reconstruction plus écologique. La priorité sera donnée aux maisons familiales et aux personnes vulnérables. Le ministère des Transports prévoit la rénovation de 30 000 maisons familiales d'ici 2026, c'est-à-dire entre 4 – 8 000 maisons / an. La subvention devrait atteindre 10 000 € / maison, alors qu'elle est aujourd'hui de 8 800 € maximum. Les autorités publiques envisagent de soutenir l'isolation thermique par un enduit thermique efficace et non simplement par du polystyrène ; l'achat de matériaux facilement recyclables ; le remplacement des fenêtres ; la reconstruction des toits en favorisant les toits végétalisés ; le remplacement des chaudières ; l'installation de compteurs intelligents ; la rétention des eaux pluviales ; l'installation de panneaux solaires etc. Dans le cadre du projet, la maison familiale devra réduire sa consommation énergétique de 60 %. Les bâtiments publics devront servir d'exemple, notamment les anciens bâtiments classés. Le ministère des Transports a reçu de la part des collectivités locales une liste d'une centaine de bâtiments. Les dépenses de rénovation devraient s'élever à 120 M€ /an sur la nouvelle période 2021-2027. Les zones délaissées de certaines municipalités seront-elles dotées de 250 M€. Ces zones doivent avoir une surface de 0,5 ha au minimum, être utilisées à 30 % au maximum ou être abandonnées au moins depuis 2 ans. Après reconstruction, ces zones devraient contenir des bâtiments administratifs, des parcs ou terrains de jeu. L'investissement total nécessaire devrait atteindre 700 M€ qui pourrait être financé par le fonds européen de relance et de résilience.



LITUANIE

Environnement

- Financé par des fonds européens, les forces armées lituaniennes envisagent d'acheter à hauteur de 39,6 M€ un nouveau navire pour des missions de lutte contre la pollution et de recherche et sauvetage en mer Baltique. Il remplacera *Sakiai* le navire de recherche et de sauvetage de la marine lituanienne, construit en 1986 et techniquement obsolète.
- La pêche au saumon et à la truite de mer a été interdite en Lituanie entre le 16 octobre et le 25 décembre afin de protéger les salmonidés des braconniers. Les amendes peuvent aller jusqu'à 550 €.
- En 2021, le taux autorisé des captures dans les eaux territoriales lituaniennes sera réduit pour la morue (- 70 %) et le hareng (- 36 %) mais augmentera pour le saumon.
- La décision du Conseil de l'UE d'allouer 20 % des paiements directs aux agriculteurs pour la protection de l'environnement a été jugée comme un fardeau pour les agriculteurs lituaniens. La Lituanie a été la seule à voter contre cette réforme de la PAC (la Lettonie, la Roumanie et la Bulgarie se sont abstenues), proposant que cette part soit réduite pour les pays dont les paiements directs sont inférieurs à la moyenne de l'UE. La Lituanie craint en effet que le paiement de base diminue et que, faute d'éco-programmes de la part de ses agriculteurs, les fonds alloués à la protection de l'environnement ne puissent pas être utilisés. Des décisions ont été cependant prises en faveur des agriculteurs lituaniens (pas de discipline financière pour ceux qui reçoivent annuellement moins de 2000 € de paiements directs, pas d'application des normes BCAA pour les exploitations de moins de 10 ha).

Energie

- Bien que la Lituanie lui demande à nouveau une étude d'impact environnemental de la centrale nucléaire plus approfondie (notamment sur les analyses radiologiques des eaux souterraines), la Biélorussie a annoncé que le premier réacteur de la centrale nucléaire des Astravets commencerait à produire de l'électricité en novembre. Les trois pays baltes se sont entendus néanmoins sur un accord sur les détails techniques concernant le boycott d'Astravets. Nécessitant certains changements juridiques au niveau de la Lettonie et l'Estonie, ces mesures garantiront que l'électricité de Biélorussie n'entrera pas sur le marché de l'électricité balte avec le lancement de la-dite centrale grâce à l'introduction d'un système de certificats d'origine électrique et à l'établissement d'un tarif commun d'importation d'électricité fournie par des pays tiers.
- La Lituanie a achevé près de la moitié des travaux de construction de l'interconnexion gazière Pologne-Lituanie (GIPL), y compris la pose de conduites sous les fleuves Neris et Nemunas – partie la plus complexe du projet. D'un coût total de 500 M€ (306 € alloués au titre du MIE) et opérationnel d'ici la fin 2021, le gazoduc GIPL sera la principale artère reliant les marchés du gaz de toute l'UE, des États baltes et de la Finlande. Il achèvera le marché européen commun du gaz ; renforcera la sécurité énergétique européenne ; diversifiera les sources d'approvisionnement ; et permettra une utilisation plus efficace du système de transport de gaz lituanien et du terminal GNL de Klaipėda.
- Litgrid a lancé un appel d'offres pour trois compensateurs synchrones qui assureront le bon fonctionnement des réseaux électriques baltes après leur synchronisation avec le système continental européen en 2025. En augmentant l'inertie pour réguler la stabilité de fréquence, le système électrique se détachera de l'anneau BRELL où la fréquence est contrôlée de manière centralisée en Russie. Par ailleurs, dans le cadre de l'identification de 14 projets clé pour la synchronisation des réseaux électriques, la Lituanie se prépare à la construction d'une nouvelle ligne de transport d'électricité entre la centrale hydroélectrique à stockage par pompage de Kruonis et Bitenai en 2021 et d'un poste de commutation à Musa en 2025.
- La Lituanie a effectué un test de redémarrage en cas de panne du courant électrique à l'échelle du système à l'aide de l'interconnexion NordBalt avec la Suède. Litgrid avait déjà effectué ce même genre de test avec l'interconnexion LitPol Link avec la Pologne pour contrôler la fréquence.
- Un accord de 17 M€ sera signé entre Litgrid avec la société NKT HV Cables pour financer les réparations d'urgence de NordBalt afin de réagir plus rapidement aux dysfonctionnements dans l'exploitation de l'interconnexion électrique lancée en février 2016. Pour mémoire, les travaux de remplacement des joints des câbles avaient déjà été effectués en 2018 par le danois NKT (ayant racheté l'entreprise suédoise qui avait initialement posé le câble).
- Essentiel pour la synchronisation des réseaux électriques baltes avec celui de l'Europe continentale, le projet LitPol Link est retardé par la crise du coronavirus, notamment dans l'expansion de la liaison électrique lituanienne-polonaise entre la frontière et la ville d'Alytus. En effet, l'usine de production de General Electric en Turquie, produisant un transformateur pour le projet, a été contrainte de fermer



pendant deux mois. Les travaux de construction de cette portion de liaison ont donc également été retardés et devraient être terminés en printemps 2021.

- Le ministère lituanien de l'Énergie a préparé un paquet législatif pour créer un environnement réglementaire clair et transparent afin de développer l'éolien en mer Baltique et garantir les conditions de concurrence équitables pour tous les soumissionnaires. Le projet de loi prévoit que la vente aux enchères d'énergie éolienne offshore aura lieu en 2023. Notons que le plan de développement de parcs éoliens sur la Baltique de 700 MW d'ici 2030 a été approuvé et qu'il permettra de répondre jusqu'à 25 % de la demande annuelle d'électricité de la Lituanie et de réduire les importations d'électricité.
- D'un coût de plus d'1 M€, un parc éolien sera installé dans les eaux territoriales lituaniennes de la mer baltique à 30 km de côte. Ocean Winds, créé par la joint-venture Engie et EDPR, est le partenaire stratégique pour le développement de projets de parcs éoliens offshore en Lituanie. La société danoise Orsted et celle lituanienne Smeltes Veju Jėgainės (Achema Group) ont également manifesté leur intérêt pour les enchères de 2023.
- Ignitis annonce installer à Krūnois une centrale solaire expérimentale de 60 kW qui flottera sur le bassin supérieur de la centrale hydroélectrique à stockage par pompage. Des entreprises suédoises, italiennes, néerlandaises ont répondu à l'appel d'offres. Les sous-traitants qui ont été prévus sont Tetras, Transventa Solar et Hidrotechniniai Darbai. Alors que le groupe avait déjà construit une centrale de 1 MW au printemps, Ignitis a installé la plus grande centrale solaire des Etats baltes (4 MW pour 5,5 ha) à Obėnai, près d'Elektrėnai. Le parc de cette centrale solaire produira jusqu'à 100 GWh d'électricité et réduira sur sa durée de vie les émissions de gaz à effet de serre de 74 000 t. Avec cette installation, l'électricité produite à partir de sources renouvelables pourrait couvrir les besoins de près de 2000 familles en Lituanie grâce à la plate-forme Ignitis Saules parkai qui offre à chaque résident lituanien la possibilité d'acheter une partie d'une centrale solaire dans des parcs solaires et de devenir un prosommateur. Si la demande d'énergie issue des centrales solaires augmente, la capacité du parc solaire établi près d'Elektrėnai pourra être portée à 6,5 MW.
- La Lituanie risque de rendre son projet de boycott de l'électricité de la centrale nucléaire d'Astravets caduc si elle n'approuve pas une méthodologie commune balte pour le commerce de l'électricité avec la Russie. Contrairement à l'Estonie et à la Lettonie, la Lituanie a un système qui exige que la méthodologie trilatérale soit approuvée par le Conseil national de régulation (VERT). Faute d'approbation, les deux autres pays baltes pourraient appliquer une méthodologie bilatérale pour le commerce avec la Russie.
- Des premiers tests hydrauliques ont été effectués sur l'interconnexion gazière GIPL (entre Finlande – Etats baltes – reste Europe) pour analyser les charges de pression maximales prévues (54 bars). Les cordons de soudure sont examinés avec un appareil à rayons X pour vérifier la qualité de la conduite. D'ici la fin de 2020, 60 % des travaux de construction du GIPL devraient être achevés pour un lancement à la fin de l'année prochaine. Considérés comme l'une des étapes les plus difficiles, les travaux de connexion du GIPL dans le district de Sirvintos sont en voie d'achèvement. La construction du GIPL en Lituanie est estimée à 114 M€ et la valeur totale du projet à environ 500 M€ financé à 60 % par l'Union européenne.
- Le volume de gaz naturel transporté par la Lituanie (7,8 TWh) vers la Lettonie, l'Estonie et la Finlande a doublé cette année grâce au lancement de la liaison gazière Balticconnector en janvier et des prix du gaz favorables sur le marché. Le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) de Klaipėda a représenté 63,7 % du gaz importé en Lituanie en janvier-septembre 2020 (les 36,3 % restants provenant de Biélorussie et de Lettonie). Le volume de gaz fourni via le terminal GNL de Klaipėda a augmenté de près de 40% en glissement annuel.
- Le Conseil national de régulation de l'énergie de Lituanie a approuvé le plan décennal d'Amber Grid de 229 M€ d'investissements du réseau de transport de gaz en Lituanie pour diversifier les sources d'approvisionnement et garantir la fiabilité (achèvement GIPL, amélioration capacité de transport entre Lettonie et Lituanie, numérisation du réseau, transport de ressources énergétiques renouvelables comme biométhane et hydrogène).
- Le comité de coordination du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) du réseau d'infrastructures de l'UE a décidé d'allouer 719,7 M€ pour soutenir les projets clés de la deuxième phase de synchronisation des Etats baltes avec le réseau de l'Europe continentale : 493 M€ ont été alloués à la construction de l'interconnexion lituanienne-polonaise Harmony Link (d'un coût total estimé à 680 M€) et 166,5 M€ à l'installation de compensateurs synchrones. 300 M€ seront attribués à la Lituanie. Au total, le soutien financier de la part de l'UE pour cette deuxième phase devrait atteindre 1,22 Md – un montant record de soutien pour un projet énergétique financé par la Communauté. Le reste de cette aide devrait être octroyé en 2021 à la prochaine étape de l'allocation des fonds.
- Les premières livraisons des déchets de Vilnius pré-triés lors d'un traitement de type biologique mécanique, ont été effectuées à sa nouvelle centrale de cogénération (production combinée de chaleur



et d'électricité) d'Ignitis Grupe. Cofinancée par l'UE, la BEI et Ignitis, cette centrale d'un coût de 350 M€ fonctionnera dès fin 2020 pour produire environ 40% de l'énergie thermique de Vilnius et couvrir les besoins de 230 000 ménages.

- Une déclaration commune d'intention sur la coopération dans le développement de l'éolien offshore en mer Baltique a été signée le 30 septembre par la Commission européenne et huit pays: la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne, le Danemark, la Suède, la Finlande et l'Allemagne. Le plan d'interconnexion du marché de l'énergie de la Baltique et les objectifs européens de neutralité climatique en 2052 ont donné de l'élan à une coopération plus approfondie. Le potentiel éolien dans la seule mer Baltique est de 93 GW. Avec une telle stratégie énergétique d'ici 2050, la Lituanie produira suffisamment d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables pour répondre à l'ensemble de sa demande.
- La Banque nordique d'investissement prévoit de prêter jusqu'à 33,5 M€ à Pomerania Wind Farm (du groupe lituanien Ignitis) pour la mise en œuvre d'un parc éolien en Poméranie polonaise. Le projet, d'une capacité totale de production de 300 GWh/an, devrait être opérationnel au printemps 2021. Par ailleurs, la Banque européenne d'investissement prêterait également 60 M€ sur 15 ans pour ce projet. La totalité des actions d'Ignitis Renewables ont été placées en garantie.

Transports

- Le ministre lituanien des Transports a appelé ses homologues letton et estonien à présenter des plans stratégiques concernant les changements du modèle de mise en œuvre du projet ferroviaire Rail Baltica et de la gestion des infrastructures. En effet, la Lettonie et l'Estonie prévoient de restructurer la mise en œuvre de Rail Baltica en donnant plus de pouvoirs à RB Rail, la société pan-baltique qui coordonne le projet, et de réaliser tous les marchés publics via cette société. Plus timorée sur cette redéfinition, la Lituanie prévient que ces changements pourraient retarder les travaux de construction.
- Nécessaire tous les 10-15 ans, l'aéroport de Palanga se prépare à une importante rénovation à l'automne 2021 – la dernière en date étant en 2007 – notamment vis-à-vis de sa piste et de ses voies de circulation. L'aéroport recherche un contractant pour ces travaux afin que le contrat puisse être signé au deuxième trimestre 2021. Pour rappel, l'aéroport de Palanga a été en 2019 l'aéroport à la croissance la plus rapide du pays, dépassant les moyennes de nombreux aéroports européens.
- La Banque nordique d'investissement (NIB) a accordé un prêt sur 15 ans de 70 M € à l'exploitant de l'aéroport en Lituanie, pour aider à financer la modernisation des infrastructures des aéroports du pays, notamment la rénovation des terminaux existants à Kaunas et Vilnius, la construction d'un nouveau terminal de départ à l'aéroport de Vilnius, et la reconstruction de la piste de Palanga.
- L'aéroport de Kaunas a l'intention de construire une centrale solaire de 3 à 5 ha sur son terrain d'une capacité de 250 kW afin de réduire les dépenses d'électricité et de contribuer à la promotion de l'énergie verte.
- Le secteur lituanien des transports développe un plan de transformation pour mettre en œuvre le green deal de l'UE et possiblement soutenu par les plans de relance européens et lituaniens. Les axes du plan pourraient être l'incitation à l'utilisation de ressources d'énergie renouvelable, le développement d'infrastructures de remplissage et de recharge de carburants alternatifs, et la planification des investissements. Enfin, une autre piste de réforme pourrait être la numérisation du secteur des transports (mobilité électronique, installation d'une connexion 5G dans les couloirs de transport, etc.).
- Composant le segment clé du projet, le terminal intermodal de Kaunas a été relié au réseau ferroviaire européen après l'achèvement des principaux travaux de construction sur le tronçon Kaunas-Palemonas du chemin de fer Rail Baltica.
- LTG Cargo, la filiale de transport de fret de Lietuvos Geležinkeliai envisage d'acheter près de 50 locomotives électriques (200 M€) alors qu'elle continue l'électrification du segment ferroviaire de Kaisiadorys à Klaipėda et du hub de Vilnius (valeur totale de 363 M€ dont la Commission européenne en financera 200 M€). Une fois le projet terminé en 2023, plus de 75 % du fret et les 2/3 des passagers en Lituanie seront transportés sur des lignes électrifiées.
- Le trafic des passagers dans les aéroports lituaniens a diminué de plus de moitié en septembre (passant de 212 000 en août à 100 000). A titre d'exemple, l'aéroport de Vilnius a desservi 6000 avions (-52 % en glissement annuel). De manière globale, le nombre de vols dans l'espace aérien lituanien a chuté de 60% à 32 000 sur T3.



ESTONIE

- L'actualité estonienne est marquée par la démission de l'actuel ministre de l'Environnement. La part des ENR dans le bouquet énergétique estonien progresse. La ville de Tallinn cherche à verdir davantage son action et développe sa stratégie en la matière. La prospection concernant le nucléaire avance également du côté du secteur privé.

Environnement

- Rene Kokk (EKRE, extrême-droite), ministre de l'Environnement a présenté sa démission auprès du Premier ministre le 4 novembre 2020 pour des raisons personnelles.
- Début octobre, le gouvernement a décidé de rejoindre « l'Engagement des dirigeants pour la nature », pris en amont d'un sommet des Nations unies sur la biodiversité.
- La ville de Tallinn a annoncé qu'elle présenterait sa candidature pour le titre de la capitale européenne verte en 2023, bien qu'ayant échoué face à Grenoble pour l'année 2022. Le maire de la ville, Mihhail Kolvarit voit dans la préparation de cette candidature une occasion de renforcer l'éco-innovation, le développement d'une ville intelligente et climatiquement neutre. Plusieurs projets en matière de biodiversité, de mobilité et de durabilité sont déjà en cours. Dans le même temps, la ville a annoncé qu'elle allait mener des consultations publiques sur une stratégie de développement intitulée « Tallinn 2035 », qui vise à verdir la ville, à travers différents projets et objectifs dont la création de corridors verts, la valorisation de l'apprentissage, de la recherche et de l'innovation, le développement de l'économie circulaire, etc. La municipalité a également soumis un projet de décision visant à lancer un plan de développement pour l'amélioration environnementale de la capitale pour 2022-2030. Ce plan doit traiter en détail les activités relatives à l'air, à la protection de l'eau, au bruit, à la biodiversité et à la durabilité environnementale. Enfin, Tallinn a rejoint 57 autres villes européennes pour demander l'augmentation des objectifs de l'UE en matière de climat et d'énergie.
- Selon le rapport de l'Agence européenne pour l'environnement, l'état de la biodiversité de la nature estonienne est meilleur que la moyenne européenne. En Estonie, les tendances en matière de biodiversité sont globalement les mêmes qu'en Europe, bien que le statut des habitats et des espèces estoniennes soit meilleur que la moyenne européenne. Néanmoins, les forêts, les prairies et les marais sont dans un plus mauvais état.
- Selon une enquête menée par Ipsos, pour le compte du fournisseur norvégien de biens de consommation Orkla Group, les Estoniens seraient les moins enclins par rapport à leurs voisins à faire des choix écologiques, notamment ils achèteraient plus de produits dans des emballages en plastique et seraient moins favorables à l'utilisation d'emballages réutilisables.
- Trois entreprises estoniennes ont été présélectionnées pour le Prix européen de l'environnement : Roofit Solar Energy (toitures solaires), Estanc (appareils à pression, échangeurs de chaleur et épurateurs) et Reverse (collecte des déchets des usines textiles).
- L'Office estonien de l'environnement a fixé le quota initial de chasse au loup à 140 animaux, un nombre bien supérieur à celui des saisons précédentes en raison de la hausse significative du nombre de loups dans le pays. L'objectif est d'assurer l'existence de 20 portées en Estonie continentale ainsi que la répartition la plus équilibrée possible de la population parmi les habitats adaptés aux loups. Le volume de la chasse est basé sur le plan actuel de contrôle des grands carnivores, valable jusqu'en 2021. Un nouveau plan de protection et de gestion des grands carnivores est en cours de préparation, qui, entre autres, passera en revue les objectifs de protection des loups et l'organisation de la chasse pour les dix prochaines années.
- Selon une enquête récente, 80 % des personnes interrogées se considèrent sensibles aux questions environnementales, 95 % se disent intéressées par des informations sur l'environnement et 83 % sont préoccupées par les problèmes environnementaux.

Infrastructures

- Le constructeur estonien Nordecon et l'administration routière estonienne ont signé un accord pour des travaux de reconstruction d'une portion de la route Tallinn-Narva dans la ville de Sillamae pour 3,6 M€. Les travaux de construction seront achevés d'ici la fin 2021.
- L'État a vendu 100 % des actions de l'entreprise publique d'entretien des routes Eesti Teed. Cinq sociétés ont exprimé leur intérêt pour l'acquisition des actions, Verston Holding ayant fait l'offre la plus élevée, à 19,7 M€. L'opération devra être approuvée par l'Autorité de concurrence.



- Le gouvernement a autorisé le ministre des Affaires économiques et des Infrastructures Taavi Aas à augmenter de 3 M€ le capital social de l'entreprise portuaire régionale publique Saarte Liinid. Celle-ci utilisera les liquidités pour des investissements dans le développement des ports.

Energie

- Les énergies renouvelables représentaient 37 % de la production totale d'électricité en Estonie au cours du troisième trimestre, couvrant plus de 25 % de la consommation locale (contre 21 % en 2019). Les centrales électriques estoniennes ont produit 15 % d'énergie renouvelable de plus que pendant la même période de l'année précédente. L'augmentation de la quantité et de la part des énergies renouvelables a été soutenue par de bonnes conditions éoliennes (+13 %) et une légère réduction de la consommation d'électricité au cours du trimestre précédent. Les subventions aux énergies renouvelables ont également augmenté de 19 %. L'électricité produite à partir de la biomasse, du biogaz et des déchets a représenté 61 % de la production d'énergie renouvelable au cours des trois derniers mois. Le volume de production et les subventions ont été approximativement au même niveau qu'à la même période l'année dernière. Un total de 3 GWh d'énergie hydraulique a été produit au cours du trimestre et 96 000 € ont été versés en subventions. Le nombre de propriétaires de panneaux solaires subventionnés a continué d'augmenter rapidement. La quantité d'énergie solaire transférée sur le réseau au cours du troisième trimestre s'est élevée à près de 50 GWh (x 2 par rapport à l'année dernière). Dans l'ensemble, les émissions de CO₂ ont diminué de 45 % par rapport à 2019 et de 70 % par rapport à 2018.
- Le chiffre d'affaires du groupe Eesti Energia a diminué de 5,2 % par rapport à l'année dernière pour atteindre 191,1 M€ au troisième trimestre. Ce résultat s'explique par la baisse de 30% des prix de l'énergie liée d'une part à la baisse de la consommation d'énergie et d'autre part à l'abondance de l'offre, notamment hydraulique. La hausse des prix des quotas d'émissions de CO₂ a également engendré des dépenses supplémentaires (+5 M€). Le groupe a entrepris plusieurs réorganisations. La nouvelle société de services Enefit Connect commencera, dès le 1^{er} janvier 2021, à opérer au sein du groupe Eesti Energia. Elle gèrera les réseaux électriques et une grande partie du réseau d'éclairage public en Estonie, construira un réseau internet, développera un réseau de recharge pour les voitures électriques et proposera à ses clients de nouvelles solutions intelligentes. L'actuel opérateur du réseau électrique, Elektrilevi, n'offrira plus que le service de distribution d'électricité réglementé par l'État. Aussi, Eesti Energia fusionnera Enefit Kaevandused (industrie minière) et Enefit Energiatootmine (production d'énergie) en une nouvelle société appelée Enefit Power en 2021. L'objectif de la nouvelle société est de devenir une locomotive de l'économie circulaire. Les déchets miniers, ou le calcaire, générés dans les mines pourraient par exemple être utilisés comme matériau de remplissage pour le terrassement de grands objets d'infrastructure. Enfin, Eesti Energia a lancé dernièrement une centrale électrique virtuelle pour les industriels et prévoit d'étendre son service aux bâtiments commerciaux bureaux et consommateurs privés.
- Enefit Green, filiale du groupe, spécialisée dans les énergies renouvelables, a produit 108 GWh d'électricité renouvelable en septembre, soit plus de deux fois plus qu'en août, où la quantité produite était de 55 GWh. Par rapport à septembre 2019, la production a augmenté d'un dixième.
- L'entreprise publique Elektrilevi, qui gère le réseau de distribution d'électricité, a annoncé un appel d'offre pour des travaux d'urgence. La valeur du contrat est estimée à 2,2 M€. Les travaux à effectuer comprennent la maintenance, l'élimination des dysfonctionnements et la fourniture du service de commutation.
- Le Parti de la Réforme (opposition) a remis au Parlement un projet de loi visant à développer une stratégie sur l'hydrogène pour le pays. L'élaboration d'une telle stratégie permettrait d'intégrer les technologies de l'hydrogène dans les documents nationaux sur le climat « Principes généraux de la politique climatique jusqu'en 2050 » et « Plan national de l'Estonie pour l'énergie et le climat pour 2030 ».
- L'Estonie a demandé à la Commission européenne l'autorisation d'accorder une aide d'État afin de différencier les tarifs des énergies renouvelables pour les grands consommateurs, de sorte que les dépenses de ces derniers soient moins élevées. Selon le ministre des Affaires économiques et des Infrastructures, Taavi Aas, une telle mesure contribuerait à l'attraction d'investissements industriels plus importants étant donné que le prix final de l'électricité en Estonie est actuellement plus élevé que la moyenne des pays voisins. Le projet de loi doit être présenté au gouvernement en janvier 2021. Si l'autorisation est accordée, les changements prendront probablement effet au début de l'année 2023.
- Fermi Energia, une entreprise qui prospecte la construction d'une centrale nucléaire en Estonie basée sur la technologie SMR, a proposé à la municipalité de Viru-Nigula de lui accorder un droit de superficie pour installer une telle centrale près du port de Kunda, sur la côte nord du pays. L'entreprise continue néanmoins à mener des études et à présenter le projet sur d'autres sites. Selon une récente enquête



réalisée par Kantar Emor, 58% des répondants sont favorables –ou plutôt favorables-- à la possibilité d'utiliser un petit réacteur modulaire pour assurer l'approvisionnement en électricité de l'Estonie. L'enquête menée en février avait déjà donné les mêmes résultats.

- La société néerlandaise Van Oord a acquis une participation minoritaire (30 %) dans la société énergétique estonienne Saare Wind Energy, qui développe un parc éolien de 1,7 Md€ au large de la côte ouest de l'île de Saaremaa. Le parc, situé à 10-27 km de la côte, devrait accueillir 100 éoliennes et produire 2800 GWh par an. La collaboration avec Van Oord permet à Saare Wind Energy d'intensifier le processus de développement de ce parc éolien offshore, en combinant soutien financier et connaissances approfondies des conditions locales et de l'évaluation de l'impact environnemental.
- Skeleton Technologies, une start-up estonienne qui développe et fabrique des ultracondensateurs, a annoncé une coopération avec Wrightbus, un important équipementier de bus, basé en Irlande du Nord. L'entreprise fournira ses ultracondensateurs de prochaine génération pour alimenter des bus à hydrogène au Royaume-Uni. Les premiers essais pilotes de Wrightbus devraient s'achever en 2021.
- Le gestionnaire de réseau Elering a versé 8 M€ de subventions aux énergies renouvelables et à la cogénération à haut rendement en septembre. Enefit Green, filiale d'énergie renouvelable du groupe public Eesti Energia, a reçu 300 800 € et sa filiale Enefit Wind plus de 2,4 M€ de subventions aux énergies renouvelables au cours du mois.
- Les travaux de construction du parc solaire qui alimentera en électricité le plus grand centre de données du fournisseur de télécommunications Telia, à Laagri dans la banlieue de Tallinn, a pris fin. En plus du parc solaire de Laagri, une unité de production solaire plus petite destinée à fournir de l'énergie à une station de base de communications mobiles dans le comté de Harju doit être achevée cette année. En 2021, une grande centrale solaire pour Telia devrait également être achevée dans la ville d'Uuemõisa, dans le comté de Lääne, ainsi que plusieurs stations plus petites à l'emplacement des tours de téléphonie cellulaire. Les centres de données ont des niveaux de consommation électrique très élevés et l'énergie solaire offre la possibilité de réduire ces coûts écologiques.
- Le gouvernement a approuvé la position de l'Estonie sur la vision européenne à long terme intitulée « Une planète propre pour tous » et soutient l'objectif zéro carbone pour 2050. La commission gouvernementale du climat et de l'énergie a la même semaine reçu un document intitulé "Analyse des possibilités d'accroître l'ambition climatique de l'Estonie", compilé par l'Institut de l'environnement de Stockholm à Tallinn et Finantsakadeemia, qui explique comment atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.
- Le Parlement a transposé dans le droit estonien les nouvelles obligations découlant de la directive européenne visant à améliorer l'efficacité énergétique.
- Le groupe énergétique estonien Utilitas a produit 17 % d'énergie en plus au cours du troisième trimestre 2020 par rapport à la même période l'année dernière, alors que la consommation des clients d'Utilitas a diminué de 9 % d'une année sur l'autre. La baisse de la consommation est due à des températures extérieures plus élevées en septembre par rapport à l'année dernière et à une réduction de la consommation dans les hôtels et autres bâtiments publics en raison de la crise sanitaire. La croissance de la production a été rendue possible par l'introduction de capacités supplémentaires. En 2020, Utilitas investira près de 35 M€ dans la durabilité environnementale, l'efficacité et la construction de conduites de chaleur.
- L'entreprise technologique Ensto Ensek Technology, basée à Keila, a commencé à produire des chargeurs de voiture électrique intelligents, conçus spécialement pour les immeubles. Les chargeurs s'adaptent au climat local et permettent, entre autres, d'identifier l'utilisateur de l'immeuble et de le facturer plus tard. Ces nouvelles bornes de rechargement répondent à une demande croissante. Selon l'entreprise, grâce aux mesures de soutien, le nombre de véhicules électriques en Estonie a augmenté rapidement cette année et des études montrent que 75 % des voitures électriques sont chargées au domicile.

Transports

- Le gouvernement a validé l'aide d'Etat de 30 M€ à destination de la compagnie aérienne Nordica. Sur cette somme, 22 M€ seront directement injectés dans le capital de la compagnie, et les 8 M€ restant seront une aide sous forme de prêt. Le ministre des Affaires économiques a signé la décision permettant cette aide à la suite de la signature d'un accord de bonnes intentions entre la compagnie estonienne et la compagnie polonaise LOT, pour que la première puisse racheter 49% des parts de Regional Jet, entreprise commune entre les deux compagnies. Il s'agissait d'une précondition posée par le gouvernement pour la validation de l'aide d'Etat.



- Le chiffre d'affaires de la licorne Bolt a augmenté de 86 % sur un an pour atteindre 148 M€ en 2019. La même année, la compagnie a essuyé une perte nette de 85 M€. Le printemps 2020 a été une période compliquée pour Bolt, le volume des voyages ayant diminué de 85 % au niveau mondial. Pour faire face à la crise, Bolt a lancé en mars plusieurs services de livraison sur un certain nombre de marchés.
- L'entreprise tchèque Skoda Vagonka a remporté l'appel d'offres lancé par Elron, la société publique assurant le transport par trains de voyageurs, pour l'achat de six nouveaux trains électriques. Le montant total de la transaction est de 56,2 M€, et l'accord prévoit la possibilité de l'achat de dix trains supplémentaires à l'avenir.
- Le Parlement estonien a adopté un projet d'amendements à la Loi sur la circulation pour introduire la nouvelle catégorie de véhicules légers. Elle établit également des règles de circulation et d'utilisation pour assurer la sécurité des usagers de la route. La nouvelle catégorie recouvre les véhicules électriques, tels que les trottinettes et skateboards électriques, les hoverboards et autres véhicules électriques similaires conduits debout.
- En raison d'une demande accrue, le fournisseur de services d'autopartage Citybee a annoncé un plan visant à mettre davantage de véhicules à la disposition des clients. La flotte de Citybee en Estonie est passée de 150 véhicules il y a un an à 350 véhicules aujourd'hui.
- Selon une enquête menée par Citadele Bank et Norstat dans les trois pays baltes, 22 % des Estoniens envisagent d'acheter une voiture électrique dans les cinq prochaines années. 71 % ont cité les limitations d'autonomie et les temps de recharge comme les principaux obstacles à l'achat d'une voiture électrique, tandis que 66 % ont considéré qu'un réseau de recharge inadéquat était le principal obstacle. 50 % des personnes interrogées ont également cités les coûts initiaux relativement élevés de l'achat d'un véhicule électrique comme ayant un effet dissuasif.
- Un cinquième de la flotte de bus de la ville de Tallinn passera au biométhane d'ici 2021, ce qui réduira la dépendance au pétrole d'environ 2,86 M l en un an et réduira les émissions de dioxyde de carbone d'environ 7 392 t. L'introduction d'autobus fonctionnant au gaz et la mise en place de stations de remplissage de biométhane sont financées par le Centre d'Investissement pour l'Environnement avec des fonds provenant du Fonds de cohésion de l'UE.
- Le ministère estonien des Affaires économiques et des communications a conclu un accord de 5,8 M€ avec l'opérateur ferroviaire privé Edelaraudtee concernant la réparation du tronçon ferroviaire Lelle-Parnu. L'objectif des réparations est principalement de permettre aux trains de marchandises de transporter les matériaux nécessaires à la construction de Rail Baltica à une vitesse pouvant atteindre 40 km/h.
- Le Parlement a adopté jeudi la Loi sur les chemins de fer qui vise à transposer dans le droit estonien les directives de l'UE.
- La société de transport public de Tallinn Tallinna Linnatranspordi AS (TLT) et le fabricant d'autobus Solaris Bus & Coach ont signé un accord pour la fourniture de 100 autobus à gaz comprimé supplémentaires. Le contrat prévoit que les 100 nouveaux autobus commenceront à circuler d'ici 2021.

Commun inter-balte

- Le conseil de surveillance de Rail Baltica, a nommé trois nouveaux membres du directoire pour un mandat de trois ans. Agnis Driksna, qui a occupé pendant un an le poste de directeur général et de président du conseil d'administration par intérim, a reçu un mandat permanent et continuera à occuper le poste de direction. En outre, Marc-Philippe El Beze, directeur technique, professionnel expérimenté du transport ferroviaire international à grande vitesse, rejoindra le conseil d'administration en tant que directeur technique et Priit Treial, professionnel de la gestion et du développement des infrastructures, occupera le poste de directeur financier.
- Margus Lantin, responsable des achats de Rail Baltic Estonia, a déclaré que l'entreprise avait 33 projets de construction en cours, pour un montant total de 150 M€. Afin de faciliter la procédure d'appels d'offre, Rail Baltic Estonia a introduit un système d'acquisition dynamique (SAD). Contrairement aux procédures habituelles, un SAD permet aux entreprises de s'inscrire sur une base continue et de se mettre en concurrence pour l'obtention de marchés pendant toute la période de validité de qualification. Les coûts en temps et en ressources liés à l'appel d'offre sont ainsi réduits pour les deux parties.
- L'Etat estonien ajoutera 3 M€ au capital de Rail Baltic Estonia. Un euro est destiné à l'augmentation de la valeur nominale et le reste constitue une prime d'émission. Le capital social de la société passera ainsi de 2 505 à 2 506 €.



- Rail Baltica Estonia a également lancé un appel d'offre pour la construction d'infrastructures le long de la voie ferrée pendant la période de 2020 à 2023. Les travaux comprennent la construction de viaducs, de routes et d'un écoduc. Le coût estimé du projet est de 60 M€.
- La Commission européenne a décidé d'allouer 55,5 M€ supplémentaires au gestionnaire de réseau estonien Elering pour financer les investissements dans la synchronisation du réseau électrique. Elering utilisera les fonds alloués principalement pour la construction de compensateurs synchrones. Suite à la demande des gestionnaires de réseaux de Lituanie, Lettonie, Estonie et Pologne, une aide de 719,7 M€ garantira la bonne mise en œuvre des projets d'infrastructure et permettra dès 2025 aux États baltes de commencer à fonctionner sur la même fréquence que la Pologne et les autres pays d'Europe continentale. Au total, quatre gestionnaires de réseaux de transport (PSE en Pologne, Augstsprieguma tīkls en Lettonie, Elering AS en Estonie et Litgrid en Lituanie) ont reçu environ les trois quarts du budget annuel pour les projets énergétiques du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Il s'agit de la plus importante décision de financement de projets énergétiques dans l'histoire actuelle de la facilité.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @FranceEcoPoland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L. 335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.